

# ***l'Anti*capitaliste**

n°654 | 23 mars 2023 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**DÉGAGEONS BORNE, MACRON  
ET LEUR RÉFORME!**



# **LA VRAIE**

**DÉMOCRATIE EST**

**DANS LA RUE**

## **Dossier**

**NON AU VOL DE  
L'EAU, NON AUX  
MÉGABASSINES!**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**Crise de régime** Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Répression. Le pouvoir  
frappe fort: on ne se  
laissera pas faire!**

Page 2

**Antiracisme. Le 25 mars  
dans la rue contre la loi  
Darmanin!** Page 3

**ACTU INTERNATIONALE  
USA. Des banques  
étatsuniennes à nouveau  
en faillite** Page 4

**Grande-Bretagne. Gary  
Lineker et le tweet qui  
fait trembler la BBC**  
Page 5

## **ACTU SOCIALE**

**Loir-et-Cher. À la centrale  
de Saint-Laurent-des-  
Eaux, convergence pour  
une bataille qui continue**  
Page 8

**Éducation. «Il est rare  
de pouvoir croiser un  
médecin scolaire dans  
un établissement»**  
Page 9

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Jean-  
Baptiste Eyraud, porte-  
parole de l'association  
Droit au logement**  
Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Crise de régime

« **G**agner un vote ne peut pas être présenté comme une défaite », a déclaré Emmanuel Macron au lendemain du rejet de la motion de censure, à neuf voix près, par l'Assemblée nationale. Et pourtant : il faut être particulièrement obstiné ou de mauvaise foi — ou les deux — pour vouloir prétendre que le pouvoir sortirait victorieux de la récente séquence parlementaire. Le gouvernement a été incapable d'obtenir une majorité sur son texte à l'Assemblée. La réforme des retraites est ultra-minoritaire dans le pays. La « popularité » de Macron est à des niveaux ridiculement bas. Et il n'a échappé à personne qu'un nombre important de députés de la « majorité » étaient absents lors du vote de la motion de censure. Mais les institutions de la 5<sup>e</sup> République permettent à peu près tout. Et c'est ainsi qu'une décision aussi fondamentale que le report de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation a pu être prise sans que le texte soit adopté par l'Assemblée nationale, dont l'élection n'est pourtant pas non plus un parangon de démocratie. Rarement le caractère antidémocratique de la 5<sup>e</sup> République, née d'un putsch et qualifiée en son temps, par un certain François Mitterrand, de « *coup d'État permanent* », aura été autant mis à nu. Le 49.3 et le rejet de la motion de censure, loin d'avoir calmé les jeunes et les salariés au nom d'une « légitimité » fantasmée par les petits soldats de la Macronie, n'ont en rien entamé leur détermination, et les revendications démocratiques se sont ajoutées à celles sur la défense de nos retraites. La crise politique est profonde, et elle exprime en réalité une véritable crise de régime, avec un personnel politique et des institutions usées et incapables d'obtenir le consentement d'une fraction suffisamment significative de la population pour faire passer leurs contre-réformes. D'une telle crise peuvent sortir le meilleur comme le pire. Une issue positive passera par une victoire sur les retraites, mais aussi par une remise en question des institutions de la 5<sup>e</sup> République elles-mêmes. Il est plus que jamais temps de porter le projet d'un tout autre fonctionnement démocratique, d'envisager ce que serait une société dans laquelle le pouvoir est effectivement exercé par la majorité, et non confisqué par une minorité au service des intérêts capitalistes. Il est plus que jamais temps de donner corps et contenu au slogan qui se répand : la vraie démocratie, elle est ici !

## BIEN DIT

*C'est la fin de la 5<sup>e</sup> République telle qu'on la connaît : M. Macron n'aura pas de majorité, ou alors de circonstances, et cela durera ce que dure les amours de vacances. Loin d'être le remède d'un pays malade, il sera au contraire son poison définitif. Son élection, ce qu'au diable ne plaise, précipiterait la France dans l'instabilité institutionnelle et conduira à l'éclatement de notre vie politique.*

GÉRALD DARMANIN, dans une tribune du 25 janvier 2017 publiée dans *l'Opinion*, <https://www.lopinion.fr/politique/gerald-darmanin-lr-le-bobopopulisme-de-monsieur-macron>

## DÉGAGEONS BORNE, MACRON ET LEUR RÉFORME

# La vraie démocratie est dans la rue !

À 9 voix près, la censure n'a pas été votée. Ces 9 voix montrent le faible soutien dont dispose le gouvernement dans son Assemblée, élue au scrutin majoritaire avec 12 % des inscritEs au premier tour. 49.3, 47.1, motion de censure, l'illégitimité de Macron, de son gouvernement et de la 5<sup>e</sup> République sont totales.

Il faut en finir. Mais Macron a choisi la confrontation avec le mouvement ouvrier, ses organisations, ses droits démocratiques. La répression, utilisée pleinement depuis le 49.3, les nombreuses arrestations dans la jeunesse, en sont le symbole. Et ce ne sont pas les appels de Borne au « *devoir d'exemplarité* » des forces de l'ordre ou le rappel à « *l'indispensable proportionnalité de l'usage de la force* » de Darmanin qui nous feront croire que ce gouvernement ne continuera pas dans sa lancée. Au cours des trois premières nuits de confrontation, ce ne sont pas moins de 425 personnes qui ont été placées en garde à vue, en ne prenant que le chiffre sur Paris.

### Brutalité et illégitimité

L'indignation suscitée par le recours au 49.3 donne un second souffle à la mobilisation. Les secteurs déjà mobilisés sont confortés dans leurs actions : débrayages dans le privé, grèves des éboueurs, dans différents secteurs de l'énergie (hydroélectrique, centrales nucléaires, dépôts pétroliers et raffineries), grève dans les transports, dans l'éducation... De manière complémentaire, de nombreux blocages ont lieu dans les villes, ainsi que des manifestations spontanées quotidiennes. Et depuis le rejet des motions de censure, l'illégitimité et la brutalité du pouvoir apparaissent plus flagrantes encore. On a vu Borne savourer sa victoire dans

CLIMAT SOCIAL  
QUI AURAIT PU  
PRÉDIRE CE QUI  
VA LUI TOMBER  
SUR LA GUEULE ?



l'Hémicycle, puis annoncer qu'elle saisisait elle-même le Conseil constitutionnel. Ainsi, après avoir nié la rue et la démocratie sociale, elle s'avise (un peu tard) que sa réforme pourrait n'être pas conforme... à la Constitution qui sert pourtant ses intérêts et ceux de ses amis depuis près de 64 ans.

### Élargir, massifier avec détermination

Et si les députéEs de la Nupes viennent eux de déposer un recours

au Conseil constitutionnel, la seule réponse possible reste celle de la rue, d'une intensification de la mobilisation, avec la construction de la grève de masse, ce jeudi 23 mars mais aussi par l'élargissement de la grève reconductible. La vraie démocratie est bien dans la rue, en renforçant les AG et en multipliant les assemblées populaires. La manifestation de jeudi doit être encore plus massive que la précédente, montrer la détermination populaire pour gagner.

## À la Une

Les organisations du mouvement ouvrier, syndicats, associations, partis doivent contribuer à construire une alternative au système et discuter d'une plateforme de revendications à opposer à ce pouvoir : pour le retrait de la contre-réforme, mais aussi le retour de la retraite à 60 ans, pour des augmentations de salaires, pour une transition écologique, des moyens pour l'éducation et les hôpitaux, pour l'assurance chômage, le retrait de la loi Darmanin, etc. Les réunions publiques et débats unitaires, qui existent déjà dans de nombreuses villes, doivent se multiplier pour en discuter.

### Décider par nous-mêmes et pour nous-mêmes

L'aspect totalement antidémocratique de la 5<sup>e</sup> République apparaît à une échelle de masse. Qui doit décider ? Une assemblée constituante sur les cendres de la 5<sup>e</sup> République est une nécessité pour choisir les priorités d'une organisation sociale au service de la majorité de la population et pour faire émerger une société débarrassée du capitalisme : le monde du travail et toutes celles et ceux qui font tourner la société doivent donc pouvoir décider de sa bonne marche et s'auto-organiser en conséquence.

L'ampleur de la mobilisation a remis en évidence la lutte acharnée qui existe entre les classes sociales, et la possibilité d'un recours de la bourgeoisie à une solution autoritaire ne peut être écartée. Cela renforce la nécessité de la construction d'un front unique le plus large possible sur un programme clair. Pour tout cela, le NPA propose que toutes les organisations du mouvement ouvrier et du mouvement social se réunissent dans les prochains jours. Bien entendu, cela ne remplace pas la mobilisation sociale, la construction de la grève et des manifestations, du blocage. Ce sont au contraire des outils complémentaires pour que ce conflit, qui est depuis le début un conflit politique entre la classe possédante et les classes populaires, trouve une issue dans la victoire du monde du travail et de la jeunesse.

## RÉPRESSION Le pouvoir frappe fort : on ne se laissera pas faire !

Depuis le recours au 49.3, et davantage encore depuis le rejet de la motion de censure à l'Assemblée nationale, le pouvoir a décidé de taper fort sur la mobilisation : arrestations ciblées de militantEs, interpellations massives dans les manifestations, déchaînement de violences policières... Le gouvernement est ultra-minoritaire et le sait, et comme la mobilisation est loin de faiblir, il n'a d'autre choix, s'il entend aller au bout de son passage en force sur les retraites, que de frapper, dissuader, intimider.

Depuis deux mois et le début de la mobilisation pour la défense de nos retraites, certains glosaient sur le fait que la police serait étonnamment discrète, conséquence d'un « changement de doctrine » au niveau du ministère de l'Intérieur et, partant,

des préfetures. S'il est vrai que les manifestations se déroulaient globalement mieux que lors des précédentes mobilisations d'ampleur, entre autres et notamment le mouvement des Gilets jaunes, nous étions toutefois loin d'une situation « apaisée » : violences contre des

manifestantEs, affrontements réguliers dans certaines villes (Rennes, Nantes, Paris...), interventions contre des blocages, etc.

### Déchaînement de violences

La violence et la pression n'avaient donc jamais disparu, même si leur

intensité était beaucoup plus basse que ces dernières années, en raison notamment de la massivité des manifestations et de la « largeur » de l'arc intersyndical. Mais force est de constater que, depuis quelques jours, le ton a changé, avec notamment le retour remarqué des sinistres BRAV-M dans les rues de Paris. Jeudi 16 mars au soir, ce sont ainsi 310 personnes qui ont été interpellées, dont 292 à Paris. Samedi soir, on comptait 169 interpellations, dont 122 à Paris. Lundi soir, 287 interpellations, dont 234 à Paris. Et rien ne semble indiquer, à l'heure où ces lignes sont écrites, que la tendance va s'inverser.

Il s'agit de toute évidence non seulement de faire du chiffre mais aussi de faire peur, de dissuader. Ces interpellations se déroulent en effet dans le cadre d'interventions particulièrement violentes,



# Un monde à changer

**MOURIR DE CHAUD OU DE PAUVRETÉ?** En 2017, une étude parue dans la revue *Nature* alertait déjà : en 2100, 74% des humains courront le risque de mourir de chaud. Un chiffre à mettre en regard du sixième rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) adopté le 19 mars en Suisse. Ce document de 37 pages résume les six rapports du Giec parus entre 2018 et 2022, soit quelque 10 000 pages, et fait l'objet d'une intense négociation ligne à ligne entre les représentantEs de 195 pays. Une sacrée rigueur pour des messages qui doivent s'adresser de façon concise aux « décideurs ». C'est le sixième exercice du

genre depuis 1990, et l'on s'étonne que tant d'énergie déployée ait eu si peu d'effet. Pourtant, plus question désormais pour les experts du Giec de polémiquer. Les effets sont déjà là, se voient, se sentent. La température est supérieure de 1,1°C par rapport à celle de l'ère pré-industrielle (1850-1900), elle atteint déjà + 1,7°C en France. Non, ils se sentent maintenant presque obligés de rassurer. Nous pourrions réduire les effets de la catastrophe en nous y mettant tout de suite. Ainsi Gerhard Krinner, climatologue à l'Institut des géosciences de l'environnement et auteur du rapport de synthèse, résume-t-il l'affaire pour

*Reporterre* : « Le message important est que pour stabiliser la température mondiale, il faut atteindre zéro émission net de gaz à effet de serre. Plus on l'atteindra tôt, moindre sera le réchauffement ».

Alors bien sûr, les préconisations sont connues mais les mises en œuvre se font à un rythme bien trop lent, quand elles existent. Si nous ne nous ne voulons pas mourir de chaud — après avoir vécu pauvres —, il va falloir que nous devenions les « décideurs », car jamais les accapareurs, les privatiseurs ne nous laisseront faire. Et pour cela, il va falloir qu'à tous les niveaux de la société les compétences de ceux qui produisent se mettent au service de l'humanité tout entière et du bien commun. Notre seule chance : la démocratie à tous les niveaux.

## ANTIRACISME **Le 25 mars dans la rue contre la loi Darmanin !**

Le passage au Sénat en a rajouté. Des amendements ont été adoptés contre l'AME (Aide médicale d'État) et les possibilités de regroupement familial. Cela ne suffit pas de vouloir « leur rendre la vie impossible », comme l'a dit Darmanin, il faut faire passer les migrantEs pour des délinquantEs en les inscrivant sur le FPR (fichier des personnes recherchées). C'est non seulement une machine infernale à fabriquer des sans-papiers, toujours plus de migrantEs sans revenus, sans aide, sans toit mais une entreprise de propagande xénophobe, raciste, présentant les exiléEs, avec ou sans papiers comme de dangereux criminels.

### Pour que la journée du 25 mars soit réussie !

L'énorme mobilisation contre la réforme des retraites est une occasion à saisir car le gouvernement Macron est en crise, délégitimé. On peut le faire reculer non seulement sur les retraites mais aussi sur toutes les lois qui s'en prennent aux plus déshérités : la loi Karbarian sur le logement, la réforme du chômage et la loi Darmanin contre les migrantEs. Pour cela, il faut accentuer la visibilité de l'opposition au projet de loi Darmanin. Il faut que ces

*Le projet de loi Asile Immigration du gouvernement va durcir encore les possibilités de régularisation des migrantEs, réduire leur défense, multiplier les OQTF (obligation de quitter le territoire français) et expulser de façon expéditive celles et ceux qui sont en situation irrégulière et qui ont une OQTF.*



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

migrantEs, rejetés, invisibilisés qui sont aussi les actuelEs ou futurEs soignantEs, ouvrierEs dans les métiers les plus durs se montrent, soient soutenuEs dans la conquête de leurs droits car ils font partie intégrante du camp des travailleurEs, des opprimés. L'UCIJ (UniEs contre l'immigration jetable) et la Marche des Solidarités appellent le 25 mars à une journée contre le racisme et contre la loi Darmanin. Déjà

des manifestations sont prévues à Paris, Marseille, Rouen, Lyon, Rennes, Chartres, Lille, Brest, Saint-Étienne, Valence, Quimper, Alençon, Strasbourg, Montpellier, et sans doute d'autres... À Grenoble avec la Cisem (coordination iséroise de solidarité avec les étrangerEs et migrantEs) le 25 mars a été préparé par la création d'une AG contre les lois Darmanin et Kasbarian. Cela permet ici, où les luttes pour l'hébergement et des

logements dignes sont fortes, de donner une réponse globale à la violence du gouvernement contre toute notre classe, et particulièrement contre les plus précaires d'entre nous. Beaucoup de jeunes sont présents et actifs dans cette AG. Sont très mobilisés la CGT des travailleurs sans-papiers, les jeunes de Deliveroo, les personnes qui occupent depuis la rentrée une école désaffectée depuis cinq ans, les parents d'élèves et enseignantEs qui ont ouvert depuis plusieurs mois les écoles aux enfants et leurs familles sans logement.

### Une bataille contre le gouvernement et l'extrême droite

Lutter contre la loi Darmanin, c'est défendre les droits des migrantEs, l'égalité des droits pour tous les humains. C'est battre en brèche la politique raciste et anti-pauvre du gouvernement. C'est se battre pour que ce ne soient pas l'extrême droite et les fascistes qui bénéficient à terme de cette crise ouverte. **Commission nationale immigration et antiracisme**

## Le chiffre

# 10%

C'est le taux d'augmentation que le conseil d'administration de TotalEnergies a proposé le 16 mars dernier pour la rémunération de son PDG.



## Agenda

**Samedi 25 mars, manifestation contre les mégabassines.** À 10h, dans le Poitou.

**Samedi 25 mars, manifestations contre le racisme et la loi Darmanin.** À Paris, à 14h à République.

**Mardi 28 mars, Rencontre-débat autour du livre *Un «petit» candidat face aux «grands» médias*, Paris 10<sup>e</sup>.**

Organisé par Acrimed avec Philippe Poutou, Julien Salingue et Béatrice Walylo, à 19h, à la Bourse du travail, 3, rue du Château d'Eau.

**Du 25 mars au 2 avril, Semaine internationale d'actions pour la libération de Georges Abdallah.**

**Samedi 1<sup>er</sup> avril, manifestation «Se loger au pays», Bayonne.** À 15h, départ sous-préfecture.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveauanticapitaliste.org

## NO COMMENT

*Plus que jamais, nous mènerons chaque réforme en lien étroit avec les organisations syndicales et patronales. Nous avons besoin d'elles et elles savent qu'elles trouveront en moi une interlocutrice franche, constructive et déterminée.*

E. BORNE, Déclaration de politique générale, le 6 juillet 2022.

avec usage massif de gaz, coups de matraque et tirs de LBD, et des scènes de violences qui rappellent la répression des Gilets jaunes. Un déchaînement qui fait dire à un CRS, cité par *Mediapart*, à propos des BRAV-M : « Ils mettent le bordel plus qu'autre chose. Ils matraquent dans tous les sens. Après ce sont des collègues parfois mais on n'a pas le même état d'esprit. Il y a pas mal de policiers passés par la BAC dans leur rang et formés à aller au contact, peu importe qui ils ont en face. C'est cela le danger. »

### Faire front face à la répression

Nous ne sommes pas de ceux qui tentent de distinguer entre les bons CRS et les mauvais BRAV-M. Ces corps de répression sont là pour mater la contestation sociale, et nous n'avons aucune raison d'espérer de leur part autre chose que de la violence. Mais

le fait que certains, au sein même de ces forces de répression, en viennent à s'inquiéter, en dit long...

D'autant plus que ces violences s'accompagnent d'interventions ciblées contre des actions, voire contre des militantEs à leur domicile, comme cela a été par exemple le cas à Marseille contre des syndicalistes de la CGT énergie. Il s'agit bien d'une politique globale, et non d'incidents liés à des flics beaucoup trop zélés ou un peu trop fachos : le pouvoir sait qu'il est sur la corde raide, et il a fait le pari, à défaut d'avoir réussi à convaincre, d'une répression d'ampleur pour faire taire la contestation.

Dans une telle situation, il est de la responsabilité de la gauche sociale et politique de s'opposer, de manière unie, à cette nouvelle offensive contre nos droits démocratiques. Et il est essentiel de se serrer les coudes,



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de s'organiser partout pour réagir collectivement face aux violences, face aux interpellations, face aux mises en garde à vue : s'ils touchent à l'un ou l'une d'entre nous, c'est

à l'ensemble du mouvement qu'ils s'attaquent. Nous ne reculerons pas, nous ne nous laisserons pas intimider, nous ne lâcherons rien ! **J.S.**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## ALLEMAGNE **Maintien du salaire réel: une lutte sabotée**

En Allemagne, les augmentations de prix sont particulièrement élevées, le taux dépassant les 8% depuis des mois. Selon l'institut de recherche économique WSI, proche des syndicats, les salaires réels ont déjà nettement baissé au cours des trois années précédentes et le renchérissement du coût de la vie (surtout pour les denrées alimentaires et l'énergie), qui s'est ainsi nettement accéléré, touche particulièrement les salariéEs les moins bien payés (infirmierEs, chauffeurEs de bus, etc.).

Depuis toujours, les militantEs syndicaux de gauche critiquent le fait que c'est sur la longue durée que les pertes de salaires réels sont dissimulées. C'est ce qui s'est passé à l'automne dans l'industrie chimique, puis dans la métallurgie et l'électronique. Récemment, le syndicat Ver.di a conclu une convention collective pour les employéEs de la poste qui, à cause de la durée de deux ans pour cet accord, entraînera une perte de salaire réel (selon le salaire mensuel) entre 5 et 7,5% (ce qui sera encore plus élevé si le taux d'inflation dépasse 8%).

La manœuvre de tromperie est encore facilitée par le « doux poison des paiements uniques ». Le gouvernement avait en effet décidé à l'automne qu'une prime de compensation de l'inflation pouvant aller jusqu'à 3000 euros serait exonérée de cotisations sociales et d'impôts. Les syndicats s'achètent ainsi un accord qu'ils présentent sous un jour favorable à leurs membres, mais pour lequel le paiement unique n'est pas pris en compte dans la grille et ne contribue donc pas à long terme à la protection des salaires réels.

L'accord conclu à la poste est particulièrement fâcheux pour deux raisons : d'une part, les salariéEs avaient mené des grèves d'avertissement (grèves de quelques heures et manifestations) avec une forte participation et avaient ensuite voté à 86% pour une grève totale lors d'un vote des membres de Ver.di de la poste. Les membres étaient motivéEs et prêtEs à se battre. Deuxièmement, ce groupe a réalisé un bénéfice d'exploitation de plus de 8 milliards d'euros au cours de chacune des deux dernières années.

### Forte bureaucratisation

Le fait que la bureaucratie syndicale freine ainsi la lutte n'est pas seulement dû à une peur du conflit qui s'explique politiquement (la bureaucratie est idéologiquement très intégrée dans le système). Cela s'explique notamment par des raisons matérielles. D'une part, il s'agit du privilège matériel dont bénéficient en Allemagne les hauts rangs de l'appareil syndical, financés par les cotisations des membres. D'autre part, les bureaucrates de haut niveau — en particulier dans les syndicats de la fonction publique — sont en même temps corrompus matériellement dans les services de l'État (par exemple dans les conseils de surveillance des entreprises publiques).

Le vote des membres de Ver.di à la poste sur le résultat des négociations est encore en cours, mais il sera plus ou moins impossible d'obtenir 75% de voix négatives, ce qui est nécessaire pour rejeter l'accord.

Ce qui est dévastateur, c'est que le résultat des négociations à la poste aura un impact politique désastreux sur les négociations collectives dans le secteur public (qui, lui, « ne fait pas de bénéfices »). Les négociations décisives y auront lieu fin mars et la gauche syndicale craint un aussi mauvais résultat. Les militantEs syndicaux de gauche appellent à rejeter l'accord à la poste et espèrent que les syndicalistes des services publics et des chemins de fer prendront conscience que cela ne peut pas continuer ainsi. Nous avons besoin d'une autre politique salariale, nous avons besoin d'une autre direction syndicale, au fond nous avons besoin de syndicats complètement différents. C'est aussi pour cela que nous regardons vers la France, parce qu'on y voit des choses : celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà perdu.

Jakob Schäfer

## USA **Des banques étatsuniennes à nouveau en faillite**

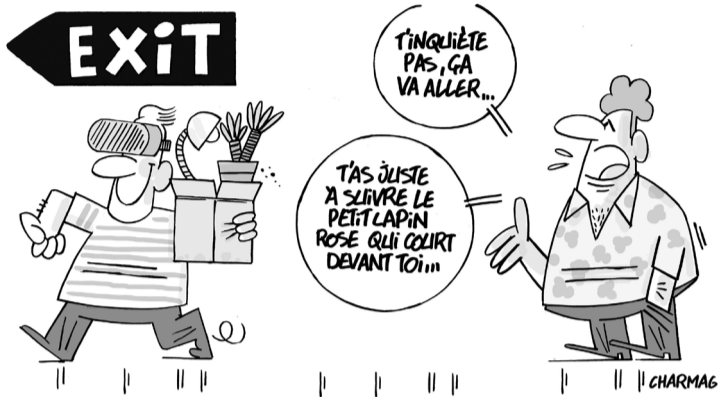
Les difficultés de la Silicon Valley Bank (SVB) en Californie, le 10 mars, ont déclenché une réaction en chaîne : les déposants ont retiré leurs fonds, ce qui a entraîné la faillite de cette banque et d'autres petites banques ou leur a causé de graves problèmes, notamment la Signature Bank à New York et la First Republic Bank à San Francisco.

Les marchés boursiers du monde entier ont reculé. La quasi-faillite simultanée de la problématique Crédit suisse, une grande banque suisse connue pour ses pratiques illégales et douteuses, a pu donner l'impression, pendant un moment, qu'il s'agissait d'une nouvelle crise financière mondiale comme celle qui a provoqué la grande récession dévastatrice de 2008. Mais dans ce cas, ni les développements ni les causes de la crise ne sont les mêmes.

### Une crise imputable à la Fed

La crise bancaire de 2008 a été provoquée par des financiers qui ont accordé des prêts immobiliers risqués, les ont regroupés et négociés et se sont livrés à diverses autres pratiques hasardeuses. Les banquiers avaient construit un château de cartes qui s'est effondré lorsque les prix de l'immobilier ont baissé à la fin de 2007. Cette fois, cependant, la crise n'est pas directement imputable aux banquiers, mais à la Federal Reserve Bank (la Fed), la Banque centrale américaine, qui a relevé les taux d'intérêt — actuellement à 4,5% — à huit reprises cette année. Par conséquent, les anciennes obligations du Trésor américain à taux faible et les autres obligations à long terme, dans lesquelles SVB avait investi plus de 90 milliards de dollars, ont perdu de leur valeur à mesure que de nouvelles obligations à taux plus élevé sont apparues sur le marché. SVB était particulièrement liée aux

### LICENCIEMENTS DANS LES ENTREPRISES DE LA TECH



entreprises technologiques, qui par ailleurs enregistrent actuellement un ralentissement de leurs activités ; lorsque celles-ci ont commencé à paniquer et retiré leurs fonds, la banque est devenue insolvable. Pourquoi la Fed a-t-elle relevé les taux d'intérêt ? Elle a fait valoir que ce relèvement permettrait de lutter contre l'inflation. Celle-ci serait causée en grande partie par les milliards dépensés par le gouvernement pour faire face à la pandémie ainsi que par la vaste expansion de l'embauche à la fin de la pandémie. Cette récente expansion économique a profité d'abord aux actionnaires des banques et grandes entreprises mais aussi aux travailleurEs pauvres, aux travailleurEs à bas salaires qui ont eu plus de facilité à obtenir et à conserver un emploi et qui, dans un marché du travail tendu, ont

reçu des salaires plus élevés. Elle a également profité aux débiteurs, qui ont pu rembourser leurs emprunts avec de l'argent de moindre valeur. Toutefois, à terme, l'inflation peut avoir des effets négatifs. La Fed a donc relevé les taux d'intérêt afin de ralentir l'expansion, d'augmenter le chômage, de freiner les gains salariaux et d'avantager les créanciers.

### Irrationalité du système économique

La Federal Deposit Insurance Corporation, créée après le krach de 1929, assure tous les déposants dont les comptes ne dépassent pas 250 000 dollars, mais de nombreuses entreprises technologiques possédaient des millions de dollars dans la SVB. Le président Biden, la secrétaire au Trésor Janet Yellen, la Fed et la Federal Insurance Deposit

Corporation ont donc annoncé que, dans le cas de la SVB, tous les dépôts seraient assurés afin de protéger les nombreuses entreprises de haute technologie qui ont investi dans la SVB et les quelque 100 000 emplois qu'elles fournissent. M. Biden a également demandé des comptes et promis que le gouvernement ne sauverait pas les dirigeants et les actionnaires des banques. Cependant, personne ne sera vraisemblablement tenu de rendre des comptes. En 2008, alors que 46 banquiers ont été emprisonnés dans d'autres pays (Islande, 25 ; Espagne, 11 ; Irlande, 7 ; Chypre, 1 ; Allemagne, 1 ; et Italie, 1), aux États-Unis, un seul banquier a été condamné et il travaillait pour une banque étrangère, le Crédit suisse. Aucun banquier américain n'a été emprisonné.

Les responsables de la crise sont à chercher du côté du système de la Federal Reserve Bank et de ses dirigeants qui devraient réguler les banques comme la SVB. L'ancien président Donald Trump a également sa part de responsabilité dans cet échec. Après la crise de 2008, le Congrès avait adopté la loi Dodd-Frank afin de mieux réglementer les banques. Les banquiers, y compris ceux de la SVB, ont fait pression pour affaiblir la loi, et Trump s'y est conformé. Les banquiers ont été autorisés à s'autoréguler davantage, ce qu'ils n'ont pas fait.

La crise bancaire de 2008 et la crise actuelle révèlent l'irrationalité du système économique capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et de la finance. Les actionnaires et les dirigeants des banques, poussés par la nécessité de réaliser des profits supérieurs à ceux de leurs concurrents, ne se contentent pas de rivaliser, ils trichent, et tant leur concurrence que leurs malversations entraînent le système dans une crise dont nous payons toujours le prix. Ce qui est rarement le cas pour eux.

Dan La Botz, traduction HW

Même si ce n'est pas la première fois dans l'histoire d'Israël que les appels directs au massacre de PalestinienEs sont proférés par des personnalités politiques, le gouvernement actuel est le plus droitier, raciste, homophobe, sexiste, corrompu et « sans filtre » de l'histoire d'Israël. Selon le BNC (Boycott national committee, direction palestinienne du mouvement BDS), les réformes prévues par le gouvernement — comme le contrôle sur la Cour suprême et l'annexion de facto de la Cisjordanie — ainsi que la nomination des fascistes Smotrich (administrateur de la Cisjordanie occupée) et Ben Gvir (responsable de la police aux frontières) sont les signes d'un changement de nature et de degré du régime israélien. Dans un document sorti le 16 mars, la direction de la campagne BDS argumente qu'il s'agit d'une division sans précédent à l'intérieur de l'État colonial<sup>1</sup>.

### Opportunités pour élargir la campagne BDS

Certes, un mouvement pro-démocratie s'est formé et un grand nombre d'IsraélienEs ont manifesté contre notamment la réforme de la Cour suprême. Mais l'État israélien est une démocratie pour ses citoyenEs juifs et les manifestations — qui comprenaient un grand nombre de dirigeants de l'armée — n'ont évidemment même pas évoqué le peuple palestinien.

## BDS **Le tournant du nouveau gouvernement israélien**

« Je pense que [la ville d']Huwara doit être effacé. Et c'est le rôle de l'État de le faire ». Prononcée par le ministre israélien du Budget Smotrich après le pogrom qui a eu lieu dans la ville de Huwara le 26 février, cette phrase révèle l'état d'esprit de l'équipe dirigeante installée par Netanyahu.



WIKIMEDIA COMMONS

Plus fondamentalement, pour le BNC, la vraie opportunité réside dans le désinvestissement qui commence à s'opérer : énormément de dirigeants de start-up, de dirigeants des milieux artistiques et universitaires ont alerté que l'image donnée par le gouvernement le ferait sortir du giron « démocratique » qui permet les échanges

culturels universitaires et aussi économiques : en d'autres termes, pour le BNC les élites israéliennes craignent qu'une campagne de boycott et de désinvestissement devienne justifiée !

Il s'agit donc d'une période d'opportunités pour élargir la campagne car la surface de légitimité a augmenté : il ne s'agit plus seulement

de boycotter une colonie de peuplement qui pratique l'apartheid pour les PalestinienEs mais aussi une théocratie qui contient des éléments ouvertement fascistes. Par exemple, 255 leaders économiques juifs de premier plan ont écrit une lettre ouverte menaçant Netanyahu d'un arrêt des investissements en Israël si celui-ci continuait sa politique. Il s'agit ni plus ni moins que d'un appel au boycott ! Le BNC recense divers indicateurs de cet état d'esprit dans différents milieux internationaux. Les opportunités ne se transforment pas automatiquement en résultats. Pour cela il faut continuer à pousser le mouvement de solidarité avec les PalestinienEs et élargir la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions en France et en Europe où nous avons une responsabilité du fait du soutien de nos dirigeants à Israël.

Édouard Soulier

1 — <https://bdsmovement.net/israels-new-far-right-government-analysis>



# LIBYE Une crise qui n'en finit pas

Depuis l'intervention française en Libye, le pays est en proie aux violences. Soutenues par des puissances étrangères, deux forces principales s'affrontent sur lesquelles s'agrègent une multitude de milices transformant le pays en une succession d'enclaves politiques.

On assiste à une activité diplomatique intense pour organiser des élections en Libye sans cesse reportées faute de consensus. La 36<sup>e</sup> session de l'Union africaine a dépêché Sassou-Nguesso, le dictateur du Congo-Brazzaville, pour organiser une conférence de réconciliation nationale. Quant aux Nations unies, son envoyé spécial Abdoulaye Bathily tente de mettre en place un panel de personnalités clefs pour définir les règles régissant les futures élections.

## Un pays divisé

Il existe deux pôles d'autorité qui s'opposent. D'un côté le Gouvernement d'unité nationale (GUN) à Tripoli dirigé par Abdel Hamid Dbeibah et reconnu par les Nations unies, de l'autre celui de Syrte, conduit par Fathi Bachagha et défendu par le Maréchal Khalifa Haftar à la tête de son Armée nationale libyenne. Chacun des deux camps est soutenu par différentes milices rivales entre elles possédant leur propre agenda. Les deux gouvernements bénéficient du soutien étranger. La Turquie et le Qatar appuient le GUN, tandis que le Maréchal Haftar peut compter sur les Russes qui ont dépêché les mercenaires de la société Wagner, l'Égypte et les Émirats arabes unis (EAU). La guerre est devenue plus meurtrière par une utilisation massive des armes lourdes y compris l'aviation et par l'emploi des nouvelles technologies avec l'apparition des drones.



Le Maréchal Haftar. WIKIMEDIA COMMONS

Ce conflit au niveau régional attire de nombreux combattants soudanais, tchadiens et syriens. Bien qu'il soit difficile de dénombrer avec précision le nombre de mercenaires, la majorité des experts estime qu'ils sont autour de 20 000, dont une moitié sont Syriens.

## Ni guerre ni paix

Début avril 2019, Haftar a tenté par la force de s'emparer de Tripoli. Il comptait sur un ralliement de certaines milices ou du moins leur refus de combattre. Il estimait que la supériorité de son armement lui permettrait d'arriver à bout du GUN. Considéré comme un piètre stratège, Haftar ne va pas déroger

à sa réputation. Non seulement l'ensemble des milices va défendre la capitale libyenne mais le gouvernement turc de Recep Erdogan enverra des drones armés qui seront décisifs dans cette bataille. Désormais un consensus existe sur l'impossibilité pour un camp de l'emporter militairement. Mais, en l'absence de volonté politique de faire la paix, le pays se retrouve depuis deux ans dans un état de guerre civile de basse intensité. Cette situation engendre la pérennisation des milices qui se fragmentent de plus en plus. Elles tendent à cultiver leur pouvoir, à contrôler des territoires et à se livrer à toute une série d'activités

lucratives pour la plupart illégales. Les populations civiles, en premier lieu les migrantEs, sont victimes de ce conflit larvé où l'État de droit disparaît au profit de la force.

## Le « en même temps » diplomatique

La France soutient officiellement le GUN et toutes les initiatives de paix qui émanent des Nations unies ou de l'Union africaine. Mais le concept macronien du « en même temps » s'applique puisque Paris appuie le maréchal Haftar. La diplomatie est prise entre plusieurs exigences : se conformer, d'une part, aux décisions de la communauté internationale, ce qui conduit à soutenir le gouvernement de Tripoli, mais aussi, d'autre part, maintenir ses relations avec les EAU — considérées comme stratégiques dans la région. En effet, depuis 2009, des troupes françaises sont stationnées dans ce pays. Environ 650 militaires des trois armes y sont présents. Autre élément : le gouvernement du Tchad, pays lui aussi stratégique pour la France au Sahel, entretient des liens très étroits avec Haftar. Enfin, le Quai d'Orsay, dans la continuité de sa politique africaine, voit officieusement dans Haftar l'homme fort capable de ramener ordre et stabilité dans le pays. Cela reste pour Paris l'objectif principal car cela permettrait un contrôle des frontières pour éviter les infiltrations de combattants jihadistes sur le continent et pour empêcher efficacement l'immigration. L'intervention française en Libye en 2011 a déstabilisé le Sahel. Elle a également fait de la Libye un enjeu stratégique. Ainsi, les nombreuses ingérences étrangères éloignent durablement toute perspective de paix en dépit de la volonté d'une majorité de LibyenEs.

Paul Martial

# SUISSE Sauver le climat ou la banque? Leur urgence et la nôtre

« Si la terre était une banque, cela fait longtemps qu'on l'aurait sauvée ». Ce slogan de la grève Climat trouve tout son sens après les annonces du Conseil fédéral et de la Banque nationale suisse (BNS) de débloquer 209 milliards pour sauver le Crédit suisse (CS) et assurer son rachat par l'UBS.

Lorsqu'il s'agit du CS, et pas de l'avenir de l'humanité, il y a soudain des réunions extraordinaires du Conseil fédéral tous les jours, des émissions spéciales tous les soirs et une utilisation flexible des lois et des milliards. Voilà le scandale. Pendant des années, le CS a poursuivi le profit à tout prix, entraînant des scandales de corruption, des violations des droits humains et l'aggravation de la crise climatique. Aujourd'hui, Crédit suisse est sauvé avec de l'argent public. Ou plus clairement : privatisation des profits, socialisation des pertes.

## Les scandales à répétition du Crédit suisse

Le CS est en crise structurelle depuis longtemps à cause de la poursuite de la recherche du profit à tout prix, du court-termisme et du manque de régulation. Durant cette dernière décennie, les scandales se sont enchaînés. Pour l'exploitation d'un gigantesque gisement de gaz, la banque a fait plonger le Mozambique dans une crise de la dette publique. L'hébergement par le CS de fonds de clients sulfureux, dont des dictateurs, a été confirmé par l'enquête « Swiss Secrets ». CS et ses actionnaires majeurs saoudiens et qataris, qui refusent aujourd'hui d'éponger les pertes, ont soutenu massivement le fracking (fracturation hydraulique), avec des conséquences catastrophiques dans le monde entier.



WIKIMEDIA COMMONS

La crise du CS montre le fonctionnement du système capitaliste qui sauve des banques plutôt que de les contrôler pour assurer le bien-être commun. L'unique paramètre important est la confiance des marchés pour que se poursuivent les profits. Et pour les rassurer, il faut agir vite (avant l'ouverture des bourses le lundi matin!), ce qui rend impossible l'exercice démocratique, qui demande du temps. Les accords conclus durant cette crise ne sont pas transparents. Il est difficile d'en connaître les conditions, alors que la population suisse devient la garante des risques engendrés par le rachat du CS.

## Le Crédit suisse sauvé en une nuit... et plusieurs milliards de dollars

L'injustice sociale est saillante dans ce système où il est possible de sauver une banque, mais impossible de financer le minimum vieillesse (AVS) sans augmenter l'âge du départ à la retraite des femmes (passé de 64 à 65 ans le 25 septembre dernier). Alors oui, quand on sait que la BNS peut en une nuit prêter 50 milliards CHF au CS et que la Suisse est incapable de trouver 13 milliards de dollars par an pour financer la neutralité carbone en 2050, on peut trouver cela ahurissant.

Pourtant, les solutions transitoires pour améliorer ce système existent. Les conditions de prêt doivent être totalement transparentes et toute assistance de la BNS et de la Confédération doit être conditionnée par des directives socialement justes et climatiquement soutenables. À moyen terme, pour réguler efficacement les acteurs financiers privés, le meilleur moyen serait de supprimer le secret bancaire, ainsi que les nombreux privilèges fiscaux accordés aux personnes physiques et aux entreprises. Un dégoût profond de ce système remplit mon corps et mon cœur. Le gouvernement devrait travailler à démocratiser les banques comme UBS en les plaçant sous le contrôle des pouvoirs publics, des salariéEs et des citoyenEs plutôt que sauver impunément Crédit suisse.

Myriam Grosse, militante pour la Justice climatique, solidaritéS, Suisse

# GRANDE-BRETAGNE Gary Lineker et le tweet qui fait trembler la BBC

Retour sur une polémique autour des politiques anti-migrantEs du gouvernement britannique.

Le 7 mars, Gary Lineker, star du foot anglais dans les années 1980, écrivait dans un tweet : « Il n'y a pas d'afflux. Nous accueillons nettement moins de réfugiés que d'autres grands pays européens. Il s'agit simplement d'une politique infiniment cruelle dirigée contre des personnes particulièrement vulnérables, avec un langage qui n'est pas sans rappeler celui utilisé par l'Allemagne dans les années 30 [...] ». Jugant ses « règles d'impartialité » enfreintes, la BBC décidait la « mise en retrait » de l'ancien sportif devenu animateur phare de « Match of the Day » (« le Match du jour »), son programme de foot du samedi soir.

## Une politique violemment anti-migrantEs

Face au tollé soulevé par cette mesure et aux refus de participation aux émissions d'autres animateurs sportifs en solidarité avec Lineker, la direction de la BBC s'est vite ravisée, sans toutefois s'être épargné une terrible humiliation. Lineker pointait le fanatisme de la rhétorique et des mesures anti-réfugiéEs prises par l'actuelle ministre de l'Intérieur du gouvernement Sunak, Suella Braverman. Pour s'attaquer au droit d'asile, justifier sa remise en cause de la Convention européenne des droits de l'homme et « repousser les limites du droit international », Braverman n'a pas hésité à affirmer que « 100 millions » de demandeurEs d'asile pourraient converger vers le Royaume-Uni si ses mesures n'étaient pas adoptées. Lineker n'est pas le premier à s'inquiéter de cette euphorie raciste :

début janvier, Joan Salter, 83 ans, rescapée du génocide, et éléctrice de la circonscription de Braverman, avait déjà publiquement interpellé la ministre pour lui dire que son langage lui rappelait celui utilisé par les Nazis pour justifier l'assassinat de sa famille. Braverman avait jugé ne pas avoir à s'en excuser. Les projets de Braverman s'inscrivent dans la continuité de dix années de déchaînement législatif sur les questions migratoires : « Hostile environment » à partir de 2012 sous

Theresa May alors ministre de l'Intérieur, lois de 2014, 2016, 2021, et « Partenariat sur la migration et le développement économique avec le Rwanda » de 2022, prévu comme terre d'expulsion définitive des migrantEs tentant de traverser la Manche au péril de leur vie. Et incidemment, c'est à la lumière de cette politique qu'il faut lire l'accord de coopération signé entre Darmanin et Braverman, et les embrassades de Macron et Sunak sur le perron de l'Élysée en mars 2023.



CHARMAG



# CONTRE L'AGRICULTURE PRODUCTIVISTE



# AU VOL DE L'EAU

# NON AUX MÉGABASSINES!

Alors qu'une mobilisation internationale a lieu le 25 mars dans le Poitou, nous revenons dans **l'Anticapitaliste** sur cette mobilisation, ses différents enjeux et les réponses politiques du NPA.

## MÉGABASSINES UNE LUTTE EXEMPLAIRE, CONTRE LE CAPITALISME, UNITAIRE ET RADICALE!

Dans son livre « Comment saboter un pipeline? », le militant pour le climat Andreas Malm écrivait<sup>1</sup> : « Un mouvement qui refuse de faire la distinction entre les classes et les intérêts en conflit finira toujours du mauvais côté de la barrière. C'est la meilleure façon de s'aliéner les gens qui ont le moins à gagner dans la poursuite du business-as-usual. Un mouvement pour le climat sans colère sociale se privera de sa force de frappe ».

À n'en pas douter le mouvement « Bassines, non merci » (BNM), qui depuis plusieurs années mobilise contre la construction de retenues d'eau à usage agricole, exprime bien cette radicalité qu'appelait de ses vœux le militant anticapitaliste suédois.

Rappelons d'abord le contexte de cette lutte qui est venue à l'automne via la mobilisation de Sainte-Soline sur le devant de la scène médiatique. Une mégabassine est une réserve d'eau sur une surface moyenne de 10 hectares (jusqu'à 18), d'environ 8 mètres de profondeur, ce qui nécessite des décaissages monstrueux ; elle est tapissée d'une bâche plastique ceinturée par une digue de plusieurs mètres de hauteur (jusqu'à 10) et remplie par pompage dans les nappes phréatiques et les cours d'eau. Cela représente une quantité d'eau faramineuse pour les 16 mégabassines du projet porté par la Coop de l'eau des Deux-Sèvres (qui doivent border le sud et l'est du Marais poitevin)... alors que plus d'une vingtaine d'autres



sont déjà en place, disséminées dans le nord de cette grande zone humide.

### Contradiction entre la sécheresse et le modèle d'élevage intensif

Le mouvement BNM s'est donc inscrit dans un premier temps dans une dynamique locale

autour d'une problématique faisant sens pour le plus grand nombre d'habitantsE du Poitou-Charentes, celle de l'accès à l'eau puis plus largement celle du modèle de production agricole et d'alimentation. Pour les habitantsE de la région, le réchauffement climatique s'incarne au quotidien dans la sécheresse

des sols et la baisse du niveau de l'eau dans les cours de la Sèvre, du Mignon, du Clain, de l'Aume, de la Couture, dans les départements des Deux-Sèvres, de la Vienne et des Charentes. La décision de puiser dans la nappe phréatique pour remplir d'immenses piscines destinées à arroser l'été des champs de maïs ou de colza pour nourrir des élevages bovins intensifs apparaît ainsi comme un contresens monstrueux. La difficulté à laquelle se heurte souvent le mouvement climat pour faire percevoir les conséquences dévastatrices du réchauffement climatique à l'horizon de plusieurs décennies se trouve ainsi surmontée. Le danger est immédiat : l'eau indispensable à la vie va manquer et la construction des bassines inéluctablement aggraver sa déperdition.

### Les bassines pour l'agro-business avec le soutien de l'État

Or ce projet climaticide de construction des bassines a un fondement de classe. L'arrosage issu des bassines profite quasi exclusivement à des gros éleveurs,

chaînon majeur du processus de l'agro-business liant industrie agroalimentaire et grande distribution. Agro-business qui depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle a eu pour résultat la ruine de l'agriculture paysanne par la concentration des terres et des exploitations favorisant ainsi une production alimentaire finissant en malbouffe dans nos assiettes.

La mobilisation a également mis en évidence le rôle de l'État dans la préservation des intérêts de l'agro-business. Enquêtes publiques bâclées, financement public des travaux, passage en force sans attendre l'aboutissement de procédures judiciaires entamées contre la construction de nouvelles bassines et surtout répression féroce des manifestations avec mobilisation de centaines de gendarmes et à la clef des condamnations de manifestants arrêtés.

### L'unité au cœur des actions collectives

Depuis une dizaine d'années, le travail d'explication entrepris par le collectif « Bassines Non Merci » auprès des habitantsE de la région, la multiplication des manifestations d'abord locales puis à dimension régionale et, le 25 mars 2023, nationale, ont permis d'agréger progressivement des composantes qui se retrouvaient dans un commun refus de ce modèle de l'agro-capitalisme. Petits paysanEs refusant la mainmise des gros exploitants, riverains du marais poitevin, de la vallée du Clain et du Nord-Charente révoltés par l'assèchement des zones humides, consommateurEs soucieux d'une alimentation de qualité, écologistes alertés par les conséquences à terme des bassines et du développement agricole qu'elles induisent sur le réchauffement climatique, autant de composantes d'un mouvement qui s'est progressivement structuré.

Structuration auquel les animateurEs du collectif BNM ont toujours veillé avec un souci remarquable de l'unité dans la construction des actions collectives. L'engagement des paysanEs de la Confédération paysanne a ainsi marqué un tournant dans l'extension du mouvement en faisant la démonstration que celui-ci ne visait pas les agriculteurEs mais bien un modèle agricole capitaliste. La présence de nombreux tracteurs en tête des manifestations a constitué un symbole de cette alliance entre travailleurEs des villes et des campagnes. Le ralliement d'une partie des syndicats de salariéEs au mouvement — Solidaires tout d'abord, puis la CGT — a contribué à ce que de nombreux syndicalistes s'investissent dans son soutien. À cette unité agissante, il convient d'ajouter les jeunes activistes des Soulèvements de la terre dont le dynamisme a donné un éclat particulier aux manifestations de Mauzé-sur-le-Mignon, de La Rochenard ou de Sainte-Soline. Unité renforcée par la présence dans toutes les récentes mobilisations des drapeaux de La France insoumise, des Verts, du NPA, du PCF, de l'UCL.

Unité oui, mais respectant les cultures syndicales et politiques et plus encore les registres d'action de chacunE. Trop souvent dans les manifestations s'observent en « chiens de faïence » syndicalistes « responsables », manifestantEs « festifs » des cortèges de tête et plus encore jeunes radicaux enca-

contre les bassines, les différentes formes de radicalité s'expriment non pas en opposition, ni même parallèlement mais de manière coordonnée. L'illégalité des méthodes d'action n'est pas revendiquée mais assumée dès lors qu'elle permet d'atteindre les objectifs que se fixe le mouvement : occupation d'une bassine, sabotage de tuyaux... Dès lors chacunE des participantEs détient la possibilité de s'inscrire, en fonction de ses orientations politiques ou syndicales, voire de ses capacités physiques, dans une catégorie d'action spécifique. Qui ira au contact des pandores afin de les « fixer » et permettre aux cortèges d'avancer, qui supportera les gaz lacrymogènes au cours d'une marche épuisante pour aller jusqu'à la bassine visée, qui restera à l'arrière au « camp de base », cela sans jugement ni condamnation. Rien ne démontre mieux cette confluence des répertoires d'action que les rassemblements devant les tribunaux de Niort ou de La Rochelle pour soutenir les manifestantEs arrêtés et condamnéEs. Nulle dénonciation des « casseurEs irresponsables » mais défense unanime de la légitimité d'actions, même illégales au regard de la « justice bourgeoise », dès lors qu'elles contribuent à la lutte contre un système qui conduit à la catastrophe.

### Résistances et « écoterrorisme » et révolution?

Dans un très beau texte intitulé « Quelques leçons de Sainte-Soline »<sup>2</sup>, les autrices résumaient ainsi la novation que constitue la lutte des bassines dans l'histoire déjà longue des mouvements sociaux écologistes : « Si la question révolutionnaire se pose après un week-end comme celui de Sainte-Soline, ce n'est pas parce qu'un joli coup tactique a été accompli. [...] Ce qui l'a emporté à Sainte-Soline c'est la détermination en acte, par farandole ou par pluie de cailloux, et c'est la fête pour célébrer le sentiment d'avoir accompli quelque chose d'important. DÉTERMINÉ ET FESTIF. C'est aussi l'énergie de toutes les initiatives qui a permis de prendre soin les uns des autres, de veiller sur les corps meurtris, d'accompagner ensuite ceux que les gendarmes ont emportés avec eux et de tenir bon face à la déferlante de mensonges que nos ennemis ont déversée pour sauver leur peau. Ce que l'histoire a montré c'est qu'une révolution tient forcément un peu de tout cela, à une échelle très largement supérieure. »

Le soir même de la manifestation, reprenant la vieille méthode de criminalisation des mouvements sociaux, Darmanin est monté au créneau pour dénoncer l'« écoterrorisme » des manifestantEs. Le pouvoir ne s'y est donc pas trompé et a su identifier dans cette manifestation la logique anticapitaliste dont elle était porteuse. Aussi est-il urgent que la dynamique unitaire et radicale qui s'est exprimée sur les terres poitevines à l'automne dernier se poursuive et s'élargisse à l'échelle nationale le 25 mars prochain puisque les enjeux sont les mêmes partout : combattre dans l'unité des projets inutiles, coûteux et nuisibles. Le NPA prendra toute sa place dans ce combat.

**Éric Melchior (NPA Niort)**

<sup>1</sup> – Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline?*, La Fabrique, 2020, 216 pages.

<sup>2</sup> – <https://lundi.am/Quelques-lecons-de-Sainte-Soline>



## LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA VIANDE

*L'agriculture productiviste qui sévit dans notre territoire ne vise pas à nourrir les populations. Les céréales (blé, orge, maïs, colza...) cultivées servent dans la grande majorité des cas à gaver « à la chaîne » des milliers d'animaux, qui seront ensuite transformés en viande de mauvaise qualité.*

**D**ans la Vienne, un projet de bassine sur la commune de Cissé (près de Poitiers) est prévu pour une seule ferme-usine de plus de 2000 hectares ! Et de façon générale, des projets de concentration d'animaux fleurissent dans la région même s'ils n'aboutissent pas tous : les 1000 truies pour 25 000 porcelets par an dans le nord des Deux-Sèvres, la ferme des 1,2 million de volailles à Pamproux (entre Niort et Poitiers)...

### Accapement de l'eau et pollution des nappes

Le cas le plus emblématique est celui de Coussay-les-Bois dans le nord-est de la Vienne. Ici, l'entreprise Liot veut développer un élevage de 1200 taurillons. Une résistance existe, menée par un collectif citoyen et le maire du village. La très bonne nouvelle c'est que la convergence avec les anti-bassines se fait car les liens sont évidents : pour nourrir 1200 taurillons il faut des céréales, et donc beaucoup d'eau, d'autant que le renforcement des sécheresses demande encore plus d'eau... C'est un cercle vicieux. Comble de l'ironie, ce que redoute le plus le collectif de



LPO

Coussay-les-Bois, c'est justement la pollution des nappes phréatiques à cause des déjections des animaux qui seront bourrés de produits chimiques et dont la forte concentration posera des problèmes écologiques et sanitaires, comme c'est le cas en Bretagne avec les algues vertes.

Il existe aussi une pollution de l'eau dans les tuyauteries qui servent à arroser les champs, car l'eau des bassines stagne et reste parfois longtemps dans les tuyaux en plein soleil. Des bactéries s'y développent avant que l'eau soit jetée sur les champs. Les animaux boivent cette eau,

comme les plantes, mais les sols sont aussi touchés. Là encore, un risque sanitaire grave existe. Quand l'eau n'est pas volée par les plus riches, elle est polluée par ces capitalistes sans foi ni loi. Et ce sont les habitants qui vont en pâtir une fois de plus...  
**Alexandre Raguet**

## LE RISQUE NUCLÉAIRE?

**D**ans la Vienne, la centrale nucléaire de Civaux connaît régulièrement des problèmes. Celle-ci vient tout juste de redémarrer après plus d'un an d'arrêt, à la suite de défauts de tuyauterie. Cependant, les fuites de tritium y sont monnaie courante. Un nouveau problème commence à se poser, celui de la baisse constante du niveau d'eau dans les rivières. La Vienne n'est pas directement impactée par les bassines (c'est le Clain qui l'est dans le même département) car elle prend sa source dans une région d'élevage où il y a peu de culture. Toutefois, l'assèchement

du territoire renforce les périodes de canicule. Et le niveau de la Vienne est lui aussi impacté. Le développement toujours plus important des bassines renforce le réchauffement climatique et donc la baisse du débit de l'ensemble des cours d'eau. L'eau potable devient rare. Les barrages en amont de la centrale peuvent certes limiter ce problème, mais à long terme des difficultés de refroidissement des réacteurs vont se poser<sup>1</sup>. Sortir du nucléaire et de l'agrobusiness sont des impératifs vitaux.

A. R.

<sup>1</sup> Lire à ce sujet l'article de Jade Lindgaard, « Les centrales nucléaires sont très gourmandes en eau », *Mediapart*, 3 mars 2023.

## UN TERRITOIRE DÉVASTÉ

**L**es régions céréalières sont devenues affreuses. Des champs mornes à perte de vue. De moins en moins d'arbres, des mares, des rivières qui disparaissent. L'été, les incendies se multiplient car les herbes sèches n'attendent qu'une étincelle pour s'embraser. Bien évidemment, cela a aussi pour effet de tuer des espèces d'animaux, notamment d'oiseaux.

La LPO (Ligue de protection des oiseaux) prévient que l'explosion du modèle agricole capitaliste a conduit à la perte de 38% des espèces en trente ans dans les zones touchées (pour 15% en règle générale). L'exemple de l'outarde, oiseau migrateur qui vient s'installer à 80% en Poitou-Charentes, a vu son espèce décroître de 95%. L'agrobusiness tue la faune.

A. R.

## ENTRETIEN « POUR LA PREMIÈRE FOIS DE MÉMOIRE D'HOMME, DES FONTAINES ONT ÉTÉ À SEC CET ÉTÉ »

**Dany Ménetaud** est maire de Longré et **Agnès Baudrillard** est conseillère municipale de Charmé. Ces deux communes de Charente sont concernées par les projets de mégabassines puisque le bassin de l'Aume-Couture (deux rivières) compte déjà des bassines depuis longtemps et d'autres projets sont en cours. Dans cette région dite « du pays d'Aigre » dans le Nord-Charente, à la limite des Deux-Sèvres, de la Charente-Maritime et de la Vienne, l'agriculture intensive bat son plein depuis l'après-guerre. Les paysages sont dégradés et la sécheresse sévit chaque année un peu plus fort et depuis déjà longtemps... Les deux élues, engagées dans la mobilisation, ont accepté de répondre à nos questions sur les craintes des populations locales à propos notamment du manque d'eau et des risques de catastrophe.

**Est-ce que les éluEs des petites communes ont été consultés au sujet de ces énormes infrastructures ?**

**Dany :** Les éluEs ont été informés du projet, lors du dépôt du dossier de demande d'aménagement.

**Et les habitantEs, ont-ils été consultés ?**

**Dany :** Pour les habitantEs, l'information a eu lieu plus tard, lors de l'acceptation de la demande d'aménagement. À ce moment-là, une pétition a été signée par une majorité des habitantEs de la commune de Longré, refusant ce projet.

**Agnès :** Dans ma commune, l'eau et les bassines sont un sujet tabou. Les éluEs semblent faire une confiance aveugle aux techniciens : SIAEP, SMABACAB, SAUR... Personnellement, je suis arrivée dans le village bien après la construction de la bassine.

**En quoi les mégabassines vont-elles impacter la vie des habitantEs ?**

**Dany :** À Longré, l'impact visuel pour celle du Vivier surtout, mais il y a également la proximité des habitations, le bruit lors du chantier et par la suite celui des pompes, l'insécurité par rapport au lieu-dit Vivier qui se situe bien plus bas que cette retenue d'eau. Que se passerait-il pour les habitantEs du Vivier en cas de rupture de digue ?

**Agnès :** À Charmé, avec la sécheresse de 2022, pour la première fois de mémoire d'homme, des fontaines ont été à sec. Il y a eu des tensions autour de prélèvements d'eau dans les fontaines municipales, par des personnes extérieures au village.  
**Propos recueillis par A.R.**

## L'EAU N'EST PAS UNE MARCHANDISE

*L'eau est une ressource vitale qui doit être considérée comme un bien public.*

**M**enacée par le dérèglement climatique qui crée des sécheresses par raréfaction voire absence de pluies, polluée par les tombereaux de produits chimiques déversés dans les sols, gaspillée dans des activités industrielles très consommatrices (agriculture intensive, nucléaire...), l'eau se raréfie. Aussi, elle ne peut rester sous l'emprise des multinationales qui l'ont privatisée pour en tirer de juteux bénéfices. Les collectivités qui leur ont délégué leur service de l'eau ont peu de moyens de contrôle de la gestion et des travaux réellement effectués sur les réseaux. La privatisation de l'eau, c'est la corruption lors du passage des marchés et la surfacturation. L'eau est une ressource vitale qui doit être considérée comme un bien public.

### A QUOI SERVENT LES MÉGA-BASSINES ?



CHARMAG

### Nos propositions pour gérer l'eau en tant que bien commun

- Exproprier toutes les entreprises qui se sont approprié l'eau. Reprise des salariéEs dans le secteur public (article L.1224-3 du code du Travail).
- Mettre en place des régies publiques administrées directement par les collectivités, les consommateurs et les salariéEs.
- Attribuer un quota de m<sup>3</sup> d'eau par an et par personne gratuit (à déterminer collectivement, sachant que la consommation annuelle moyenne par personne s'élève à 55 m<sup>3</sup>), au-delà le prix fortement progressif incitera à économiser la ressource.
- Mettre fin au gaspillage de l'eau pour les consommations inutiles comme la neige artificielle et de

luxes comme les golfs et piscines privées...

• Promouvoir la sobriété dans l'utilisation de l'eau par un plan de développement de l'agriculture bio et l'agroforesterie, des procédés de production de biens économes en eau, la récupération des eaux usées (eau de lavage) pour les WC et usages domestiques, la dépollution des eaux usées à l'échelle industrielle et agricole.

### Un autre modèle agricole

L'agriculture écologique, bio et locale est bonne pour le climat, la biodiversité et l'eau. Nous luttons avec d'autres, en particulier la Confédération paysanne, pour promouvoir un autre modèle agricole :

- interdire les pesticides ;
- imposer la gratuité des cantines avec du local et du bio ;
- attribuer à chacunE un montant mensuel alimentaire à dépenser dans des circuits proposant une alimentation bio de qualité, en garantissant une juste rémunération des producteurs
- développer les cultures maraîchères à la place des céréalières ;
- arrêter l'agriculture industrielle orientée vers l'exportation ou l'alimentation des élevages.

### Nous sommes favorables à :

- une agriculture paysanne avec reconnaissance et soutien des petites fermes ;
- une répartition équitable de l'eau, une irrigation compatible avec les écosystèmes ;
- un modèle d'élevage paysan respectant les animaux et le vivant, fermeture des élevages industriels

**Commission nationale écologie du NPA**

## L'ÉTAT AU SECOURS DE L'AGROBUSINESS

Après que Darmanin a inventé le concept d'éco-terrorisme, et à quelques jours de la mobilisation contre les mégabassines le 25 mars, l'État a de nouveau montré que sa seule réponse est la répression. Julien Le Guet, porte-parole du collectif « Bassines Non Merci », a été déféré devant le procureur à Niort le 17 mars à l'issue de son placement en garde à vue le matin même, pour sa participation à la manifestation de Sainte-Soline en octobre dernier. Une mesure d'intimidation qui, en ces temps de colère sociale, ne saurait nous empêcher de manifester !



## PEUPLE PALESTINIEN Laissez Salah parler!



Salah Hamouri est un avocat palestinien natif de Jérusalem qui a été déporté par l'État d'Israël (il a aussi la nationalité française) en décembre dernier après près de 9 mois de détention administrative.

La vie de Salah, avocat défendant des militantEs palestiniens anticoloniaux, a été parsemée de peines de prison. Notamment accusé sans preuve d'avoir prémédité l'assassinat d'un rabbin, Salah a dû plaider coupable pour réduire sa peine. Après cette peine, il a été harcelé par la justice et a effectué plusieurs séjours en prison jusqu'à sa déportation (illégale) en France. L'État français ne l'a que très mollement défendu et voudrait en fait qu'il reste dans l'ombre.

### Trouble à l'ordre public

Depuis son arrivée en France, Salah est sollicité pour parler des conditions de vie des Palestiniens dans toute la France. Il est régulièrement empêché de parler : fin janvier, la mairie de Lyon, sous la pression d'organisations pro-Israël, a annulé la conférence où il devait apparaître. Il a été révélé que la préfecture aurait interdit l'évènement pour trouble à l'ordre public. Depuis, cette menace se répète. Dernier épisode en date le 16 mars dernier, à Nancy la préfecture a interdit la réunion publique où il devait se rendre. Cependant, la mobilisation a permis que le tribunal administratif casse cette décision. Salah n'est accusé de rien par l'État français, il est libre de parler des conditions de vie des prisonnierEs, du statut des résidentEs de Jérusalem qui sont en situation précaire. Plus que jamais, la voix des Palestiniens est muselée. Salah doit pouvoir parler de la réalité palestinienne et de la brutalité de l'État israélien!

Édouard Soulier

# LOIR-ET-CHER À la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, convergence pour une bataille qui continue

Ce mercredi 15 mars a eu lieu devant la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux un rassemblement national des travailleurEs de l'énergie. Ce rassemblement, à l'appel des syndicats CGT SITE 41 et FNME-CGT centrale nucléaire de Saint-Laurent, couronne une mobilisation locale exemplaire.

Dans le Loir-et-Cher, le secteur de l'énergie, en partie porté par la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, est central dans la lutte pour imposer un rapport de forces. En effet, le site de Saint-Laurent est composé de 1250 salariéEs d'EDF et en sous-traitance et fournit les deux tiers de l'électricité de la région. C'est donc une grosse entreprise, en particulier pour la Beauce, dans laquelle on trouve plusieurs sections syndicales (FO, CFDT, CFE-CGC), et une large implantation de la CGT (qui dépend de la FNME-CGT), avec quasiment 1 agent sur 5 syndiquéEs à la CGT.

La grève en cours s'inscrit dans le mouvement social contre la réforme des retraites. Elle a été largement préparée depuis le début de l'année avec en moyenne une assemblée générale par semaine organisée par l'intersyndicale ou par la CGT. De plus, les agentEs en lutte ont multiplié les actions avec notamment une dizaine d'opérations de filtrage réalisées depuis le début de l'année à l'entrée du site. Ces opérations de filtrage, à raison d'une entrée sur site toutes les 60 secondes, peuvent retarder et désorganiser de manière importante la production de la centrale. En outre, ce travail est payant, car on compte entre 55 à 70% de grévistes sur les temps forts du mouvement organisé en intersyndicale et 15 à 30% de grévistes pour les actions organisées par la CGT, hors grosses journées. En dehors de la centrale, les énergéticienEs se font également entendre dans la rue avec un cortège très animé et une présence sur une très



grande partie des actions organisées depuis plusieurs semaines dans le Loir-et-Cher.

### Rassembler les salariéEs en lutte

« Cette semaine, générons un "choc énergétique" ». C'est ainsi qu'était ponctué l'appel au rassemblement national qui a eu lieu le mercredi 15 mars sur le site de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux. Organisé depuis plusieurs semaines, le rassemblement a débuté dès 5 heures du matin avec déjà une petite centaine de personnes rassemblées (notamment de la CGT), des barnums montés de la CGT, CFDT, CFE-CGC et une opération de filtrage de la CGT en cours. Dès 6 heures, les grévistes de la section CGT de la centrale de Chinon sont arrivés en bus, suivis d'un deuxième bus, toujours de la CGT de la centrale de Chinon, vers 7 heures. En parallèle, des sections CGT des centrales de

Belleville, Dampierre, Flamanville sont arrivées. Étaient également présentEs des travailleurEs d'Enedis de tous les départements de la région ou encore des travailleurEs de Réseau transport d'électricité, ainsi que des agentEs d'EDF de maintenance nucléaire ou d'anciens énergéticienEs retraités venus en soutien.

Sur ce rassemblement, d'autres secteurs professionnels étaient aussi présents afin de soutenir les énergéticienEs. Des syndicalistes de la CGT éducation, de l'hôpital mais aussi d'autres entreprises de Loir-et-Cher comme Daher (Montrichard) étaient ainsi présentEs. En outre, le secrétaire général de la FNME-CGT était également présent et a pris la parole en fin de matinée aux côtés des travailleurEs de la centrale en lutte. Les syndicalistes ont ainsi pu rappeler l'enjeu de leur lutte et la centralité de leur secteur dans les mobilisations actuelles.

### « Ce n'est qu'un début, continuons le combat »

Il convient de rappeler que les énergéticienEs disposent d'un régime spécial de retraite qui est « pionnier car il prend en compte la pénibilité et est excédentaire et solidaire avec les autres régimes de retraite », comme le note Anthony, syndicaliste à la CGT, qui ajoute que celui-ci devrait « être un exemple pour les autres régimes ». Néanmoins, si la réforme des retraites passe, ce régime spécial comme tous les autres régimes spéciaux de retraite de travailleurEs sera supprimé et occasionnera au passage des dégâts sur d'autres caisses comme celle de la santé.

Ainsi, ce mouvement des énergéticienEs de la centrale contre la réforme des retraites a déjà permis des baisses de production importantes depuis le début de la mobilisation le 19 janvier. On parle d'une baisse de l'ordre de 500 à 600 mW sur certaines journées de mobilisation, lorsque le réacteur est manœuvrable et que le réseau n'est pas tendu, tout en sachant que le site de Saint-Laurent ne dispose actuellement que d'un seul réacteur de 900 mW (le deuxième étant à l'arrêt pour maintenance). Puisque le site fournit deux tiers de l'énergie de la région, on comprend l'impact que peut avoir une telle grève et les enjeux qui peuvent se poser pour les agentEs, comme la réquisition. Il est donc plus qu'important de soutenir les énergéticienEs dans le Loir-et-Cher comme ailleurs!

Anne Cravero

## l'Anticapitaliste la revue Le n° 143 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Formulaire d'abonnement page 12.

## AVEYRON Les anciens salariéEs de la fonderie face à Renault

Les anciens salariéEs de la SAM à Viviez en Aveyron ont entamé une procédure devant le tribunal des prud'hommes de l'Aveyron pour contraindre Renault et leurs anciens employeurs chinois à leur verser des indemnités chômage plus importantes, à la hauteur du préjudice subi. À ce jour, seuls 84 salariéEs ont retrouvé un travail en CDI.

### Un tiers des salariéEs a retrouvé un emploi

La procédure devrait durer 10 mois car les juges examinent de façon individuelle chaque demande selon l'âge, l'expérience et la fonction des salariéEs. Si les ex-SAM ont déjà reçu une indemnité de licenciement, la difficulté de retrouver du travail dans un bassin d'emploi sinistré représente, selon eux, un dommage à part entière. Au vu du nombre de plaignants, l'audience s'est déroulée dans la salle de l'Athyrum d'Onet-le-Château.

283 anciens salariéEs de la SAM font face à Renault devant les Prud'hommes de l'Aveyron, car Renault et les anciens propriétaires de la fonderie sont très clairement responsables. Ils ont souhaité rayer l'entreprise de la carte et impacter tout un territoire. Ils doivent payer.



Les soutiens étaient venus en nombre pour entourer les anciens salariéEs. Leur lutte résonne

encore dans le bassin et au-delà. La prochaine audience est programmée en février 2024. Et

pendant tout ce temps, c'est la galère pour les SAM! Blog NPA auto-critique



## ÉDUCATION « Il est rare de pouvoir croiser un médecin scolaire dans un établissement »

**Entretien.** Alors que la santé mentale des jeunes est un sujet d'alerte des professionnelles de santé et de l'éducation, nous avons rencontré **François Bertaud**, psychologue scolaire en collège et lycée en Seine-Maritime, membre du SNES FSU.

**Les équipes pédagogiques constatent que les jeunes sont de plus en plus en détresse. Cela s'exprime de différentes manières, soit en se mettant en danger, soit en mettant en danger les autres. Comment l'expliques-tu ?**

Sur le terrain, depuis le premier confinement et la crise sanitaire, le retour à l'école a été compliqué pour un certain nombre d'élèves au sortir de cette longue période de repli sur la famille. Les équipes éducatives sollicitent en effet beaucoup les psychologues de l'Éducation nationale sur les problématiques de mal-être psychologique qu'elles repèrent car les élèves sont plus angoissés, stressés, et le décrochage scolaire est plus important. Les médecins constatent une augmentation des consultations pour gestes et idées suicidaires. Santé publique France dans sa dernière étude de février 2023 tire la sonnette d'alarme montrant que depuis la crise sanitaire 1 jeune sur 5 présente un trouble dépressif ; la précarité économique des parents est un facteur aggravant. Dans un contexte de crise économique, de crise sociale, de crise environnementale, comment un jeune peut-il se projeter avec confiance dans notre société pour y trouver sa place ? Une étude consacrée à l'éco-anxiété des

jeunes publiée dans *The Lancet* révèle notamment que pour 74 % des jeunes français interrogés, l'avenir est jugé effrayant.

**Comment la communauté éducative peut-elle y répondre ?**

Les échanges au sein d'équipes pluriprofessionnelles au complet (chef d'établissement, CPE, AS, infirmier, PsyEN, médecin) pour échanger régulièrement sur les situations des élèves en lien avec les enseignants est une première réponse.

La question de l'incertitude des adolescentEs face à l'avenir n'est pas nouvelle, mais aujourd'hui, le contexte environnemental et sanitaire vient peser sur cette anticipation par les jeunes de leur place dans le monde. Cette période particulière donne encore davantage de responsabilités à l'École pour aider les jeunes à franchir cette étape développementale majeure et aller vers plus d'autonomie et d'émancipation. Comment faire en sorte que les adolescentEs puissent s'inscrire dans la chaîne des générations, en découvrant les problèmes que les hommes et les femmes ont eu à résoudre et s'approprient les acquis culturels, scientifiques et techniques de l'humanité ? Cette



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

perspective doit d'abord mobiliser les concepteurEs des programmes et les enseignantEs par le lien qu'ils peuvent souligner entre les enseignements et les questions théoriques et pratiques qu'il a fallu résoudre et donner ainsi un autre sens aux tâches scolaires. Les psychologues de l'Éducation nationale sont aussi particulièrement concernéEs, car chargéEs d'accompagner les élèves dans l'élaboration de leurs projets et dans la découverte des métiers.

**Quelles sont les conséquences de la réduction des postes de médecine scolaire et de psychologues ces dernières années ?**

Il est rare de pouvoir croiser un médecin scolaire dans un établissement, les candidatEs ne se bousculent pas faute d'attractivité. Les psychologues de l'Éducation nationale ne sont pas assez

nombreux en regard des besoins, le manque est encore plus flagrant pour les PsyEN (Éducation Développement Orientation) du second degré, dont le concours en 2023 ne couvrait qu'à peine 10% des besoins en recrutement ! Mais il est aussi difficile d'avoir un rendez-vous rapide avec un psychologue dans un CMPP (centre médico-psycho-pédagogique), à la Maison des adolescents. Le secteur de la pédopsychiatrie publique est sinistré, laissé à l'abandon. Faute de professionnelles suffisamment nombreux dans le secteur public, la prise en charge de la santé mentale de notre jeunesse devient un véritable chemin de croix pour les familles car ce gouvernement a fait le choix politique d'externaliser les prises en charge en santé mentale vers le privé qui n'est pas accessible à tous.

**Propos recueillis par Vincent**

## ÉDUCATION Ni bac Blanquer ni retraite de misère !

Les épreuves de spécialité du baccalauréat se sont tenues les lundi 20, mardi 21 et mercredi 22 mars pour les classes de terminale des filières générales et technologiques. Elles se déroulent cette année dans le contexte de la lutte contre la réforme des retraites et suscitent l'énervement de nombre de professeurEs.

Le ministère annonçait dans une circulaire spéciale « [qu'] un dispositif spécifique sera mis en place à partir de lundi ». Ceux qui auront lu le texte jusqu'au bout ont été déçues : il s'agit uniquement de convoquer des « surveillants supplémentaires », de prévoir des « aménagements du temps d'épreuve » pour permettre d'accepter jusqu'à une heure de retard des élèves et des « dispositions nécessaires [qui] seront prises pour permettre l'accès des candidats aux centres d'examen en lien avec les préfectures de département ». En clair un dispositif d'alerte des préfectures en cas de blocages de lycées, c'est dire la fébrilité du ministère. Des moyens pour l'éducation, il n'y en a que pour faire face à une grève massive contre la réforme des retraites.

**Le bac en mars, vous trouvez ça absurde ?**

La réforme du bac s'appuie d'une part sur le contrôle continu de toutes les disciplines (les moyennes obtenues tout au long de l'année) et sur deux enseignements de spécialité, qui donnent le « type » du bac (comme il y avait S, ES,



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

L, STMG, etc.). Les épreuves de spécialité (32% de la note finale) se déroulent en mars pour être intégrées à Parcoursup et tenter de redonner un vernis « d'égalité des chances » à la sélection à l'entrée de l'université. Puisque, de l'aveu même des concepteurs de la réforme, le contrôle continu est inégalitaire : les notes d'un bahut de classe populaire « valent » moins que celles d'un bahut bourgeois lors de la sélection pour l'entrée dans le supérieur.

Faire passer les épreuves avant la fin de l'année impose un rythme effréné de septembre à mars. Ce qui ne permet de s'approprier ni les connaissances ni les méthodes. Ce qui accroît encore plus les inégalités : certainEs se payeront des cours particuliers pour pallier les manques de l'École. Faire un contrôle continu implique une injonction perpétuelle à la réussite scolaire. L'ensemble induit une augmentation du stress et de l'anxiété. Les jeunes sont trop

souvent laisséEs seulEs face à leurs problèmes, faute de moyens à l'école et en pédopsychiatrie. Ce qui explique, en partie, l'augmentation délirante de consommation de psychotropes chez les 7-17 ans (de deux à 20 fois plus élevé qu'en 2014 selon un récent rapport). C'est, entre autres, pourquoi la réforme Blanquer est unanimement dénoncée depuis son instauration. Depuis trois ans, les épreuves ne se sont jamais tenues en mars. Alors, acharnement idéologique ou déni de Pap Ndiaye ? Sûrement les deux.

**Grève, blocage, Macron et ton bac dégage !**

Pour beaucoup de collègues le bac reste un symbole difficile à toucher. Mais cette année iels sont nombreuses et nombreux à se saisir de la grève des surveillances pour contester tant la réforme des retraites que le bac Blanquer. D'autant que sur la question du bac, le caractère bloquant de la grève est plus évident pour de nombreux collègues. Le 49.3 a convaincu des collègues hésitantEs. La grève des surveillances a été l'occasion d'apporter une contribution significative à la contestation de la réforme des retraites.

Maintenir le bac en mars est irresponsable. Nous voulons le report de ces épreuves et le retour à des épreuves nationales en juin, l'abandon de Parcoursup et que les lycéenEs puissent s'inscrire dans la filière de leur choix et, bien sûr, le retrait de la retraite à 64 ans !

**Raphaël Greggari et William Daunora**

## NUCLÉAIRE Le projet de démantèlement de Macron atomisé

Preuve de la défiance envers la clique au pouvoir, à la veille de la pantalonnade parlementaire sur le 49.3, Macron a été mis en échec à l'Assemblée nationale sur son projet de loi « d'accélération du nucléaire ».

Le 15 mars, les députéEs ont voté contre la suppression de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), introduite via les amendements surprise 11 bis et 11 ter. Une énorme baffa pour Macron ! Lui qui avait tout manigancé dans le huis clos d'un conseil de politique nucléaire tenu le 3 février. Pourtant, ni ce conclave ni les basses manœuvres des lobbyistes patentés de l'industrie nucléaire qui siègent à l'Assemblée n'auront suffi à convaincre les députéEs.

**L'Assemblée a entendu les grévistes**

Car, en lutte depuis le 8 février, les 1750 salariéEs de l'IRSN se sont invités dans le débat. Des actions quotidiennes, entre deux grèves nationales interprofessionnelles sur les retraites, et 3 jours de grèves et de manifestations appelées par l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC ont mobilisé à chaque fois une bonne moitié du personnel (900 manifestantEs le 13 mars). Leur refus d'être mis sous la coupe des 5 commissaires de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) nommés par le président et ses alliés politiques repose sur une évidence, qui a ébranlé les députéEs : le contrôle technique des installations nucléaires ne doit pas être sacrifié à la politique du « nucléaire à marche forcée ». À part les négationnistes du risque comme Macron, une majorité d'entre eux n'assume pas qu'accélération du nucléaire rime avec accident nucléaire. Malgré les votes du RN, qui a volé au secours du gouvernement, le projet a été rejeté... avec 2 voix d'écart. Une première victoire, résultat d'une lutte déterminée.

Mais la députée macroniste Maud Bregeon, transfuge d'EDF, manœuvre en coulisses pour faire passer la loi en 2<sup>e</sup> lecture au Sénat dès le 21 mars, durcissant au passage la peine d'intrusion de militantEs écologistes dans une centrale (deux ans de prison et 30 000 euros d'amende).

**Omerta et répression d'État**

Pour prolonger les réacteurs jusqu'à 80 ans, mettre en service EPR puis imposer la décharge radioactive Cigéo, Macron veut lever les obstacles du vieillissement, des malfaçons et falsifications de conformité qui minent la filière, en bâillant le contrôleur technique IRSN. Ses rapports d'expertise ne seraient pas rendus publics avant 2 ans, la vulnérabilité au dérèglement climatique serait négligée et les dérogations facilitées. L'ASN aurait à gérer une étrange « simplification administrative » : absorber l'IRSN (trois fois l'ASN), soit 90% des experts techniques, muselés par 5 commissaires politiques aux ordres de Macron. Un passage en force de la loi fragiliserait dangereusement la sûreté de toute la filière, nous rapprochant d'une catastrophe. D'autant que les problèmes de vieillissement se multiplient, comme les fissures de fatigue thermique à la centrale de Penly, un « trou dans la raquette » inattendu, découvert par hasard. Comme bien d'autres qui restent à détecter mais qui, l'IRSN une fois dissoute, seraient alors rarement dévoilés, voire tenus secrets pour ne pas gêner le business de l'industrie nucléaire.

Au-delà des risques technologiques, cette obsession du « nucléaire à marche forcée » est l'expression d'un totalitarisme insupportable, fondé sur l'omerta et la répression d'État. Alors, pour combattre cette société antidémocratique et mortifère, contre le nucléaire et son monde, rendez-vous le 3 juin à Bure !

**Commission nationale écologie**

**PAS DE FUSION IRSN/ASN**



CHARMAG



**CPN****En plein mouvement, échanger, décider... pour agir**

Les 11 et 12 mars s'est tenu un conseil politique national (CPN) du NPA en présentiel et en distanciel, les camarades de régions étant souvent restés dans leurs villes pour les manifestations... et parce que les cheminotEs étaient bel et bien en grève.

Après la semaine décisive du 7 mars et la jonction avec la grève féministe du 8 mars, le mouvement de grève commençait à marquer le pas et dans les assemblées générales on était toujours peu nombreux. Tout était encore ouvert pour monter d'un cran avant la manifestation du 15 mars (dont la date précise était alors encore incertaine puisque calée sur la réunion de la commission mixte paritaire).

**Vitalité et profondeur du mouvement**

Ce qui est certain, c'est que tout au long de nos discussions pour évaluer où en était le mouvement, il n'a échappé à personne qu'en dépit d'une auto-organisation faible, à laquelle nous poussons en général partout où nous sommes, le mouvement avait une force et une profondeur rarement vues depuis longtemps. Un signe selon les camarades qu'il ne cesserait de nous surprendre, à la manière dont le mouvement des Gilets jaunes a pu le faire en son temps.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le fait que l'unité syndicale tienne est un facteur favorable à l'union dans la rue et dans les boîtes, malgré des dates de mobilisation parfois bien lointaines et « saute-moutons ».

**Aux travailleurEs de décider**

Depuis, bien sûr, la situation a passé un cap. D'abord grâce aux éboueurs, on a inventé le jet de poubelles, puis avec l'utilisation du 49.3 et le rejet des motions de censure, on a expérimenté le feu de poubelles. Lors du CPN et depuis, notre cap n'a pas changé : le retrait de la contre-réforme, l'augmentation des salaires, la réduction du travail, la fin d'un productivisme qui abîme ce qu'il reste de notre planète. Nous maintenons que c'est aux travailleurEs eux-mêmes de décider. Les politiques voulues par la clique aux services des actionnaires, des banquiers et des grands patrons (qu'elle s'appelle Renaissance, LR ou RN) ne peuvent que rencontrer l'opposition d'une frange toujours plus large de la population. C'est cette opposition qu'il nous faudra, avec d'autres, structurer pour qu'elle devienne dans la rue et par la grève une force de transformation évolutionnaire de la société.

Par ailleurs, le CPN a aussi discuté longuement de nos interventions de solidarité au plan international, et notamment avec les UkrainienEs en lutte pour leur indépendance, avec les Turcs et les Kurdes après le séisme, et de renforcer nos actions envers Mayotte et les Antilles. Le NPA s'est donné pour objectif, outre le mouvement en cours, de participer de façon centrale et prioritaire à la mobilisation des mégabassines des 25-26 mars et à celle contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, le 3 juin prochain. Bref, un CPN pour une organisation au service des luttes et d'un projet de société!

**Fabienne Dolet**

**Public/privé****1<sup>er</sup> et 2 avril, rencontre des salariéEs**

Avec la mobilisation contre la (contre)-réforme des retraites portée par Macron et son gouvernement, nous participons au plus fort mouvement social depuis 1995. Après plusieurs défaites ces dernières années, une mobilisation contre le pouvoir peut envisager de remporter la victoire, la mise à la poubelle du projet de loi. Si les jours qui viennent vont être décisifs, où que l'on en soit les 1<sup>er</sup> et 2 avril, ce sera une bonne occasion de faire le point.

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis 1995 restent entiers. D'une part, l'inexorable entreprise de destruction des services publics avec son corollaire, l'affaiblissement des capacités de mobilisation dans les secteurs décisifs pour le fonctionnement de l'économie. D'autre part, la mise en pièces des grandes implantations industrielles avec les fermetures de sites, le développement de la sous-traitance face auxquels les résistances ont été le plus souvent mises en échec. Enfin, les attaques contre le droit du travail, la précarisation de l'emploi concourent à des replis individuels, à un attentisme face aux multiples attaques du patronat et des gouvernements.

**Capacités de riposte du mouvement ouvrier**

Au total, les transports, l'énergie, les télécommunications qui ont structuré le mouvement de 1995 ont vu leur capacité de résistance faiblir pendant que la présence des salariéEs du secteur privé restait le plus souvent marginale. Cette réalité sera un des axes de nos réflexions et débats lors de notre rencontre.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

**Cortèges de tête, Gilets jaunes et organisation révolutionnaire**

Un autre aspect tournera autour des capacités de riposte du mouvement ouvrier. L'affaiblissement, l'intégration du mouvement syndical, la marginalisation des institutions représentatives du personnel ont-ils atteint des points de non-retour? Les « cortèges de tête », le mouvement des Gilets jaunes avec l'occupation des places et des ronds-points ont entrouvert d'autres pistes qui doivent enrichir nos réflexions.

Enfin, un troisième axe devra traverser nos débats : la construction d'une organisation révolutionnaire implantée sur les lieux de travail. En retrait au fil des reculs sociaux, questionnée par les évolutions sociologiques, affaiblie par nos difficultés internes, notre implantation dans les entreprises doit prendre un nouveau départ rendu urgent par les mobilisations en cours et indispensable pour s'attaquer à la dictature du capital. Deux journées ne suffiront pas à tout éclaircir, mais ce n'est qu'un début, continuons le débat et le... combat.

**Réunion unitaire****Sauver nos retraites par la grève et le blocage**

Dans le cadre de la mobilisation pour défendre nos retraites, la Nupes 19<sup>e</sup> nous a proposé de co-organiser un meeting politique, donnant également la parole aux secteurs mobilisés sur l'arrondissement.

Prévu initialement le 11 mars, devenue entretemps une journée de mobilisation nationale sur décision de l'intersyndicale, le meeting a été déplacé au dimanche 19 mars, en plein air, place de Stalingrad. De deux à trois cents personnes sont passées à un moment ou à un autre et ont pu écouter les différents intervenantEs, dont notre camarade Olivier Besancenot et les deux députées LFI Sarah Legrain, élue au premier tour des législatives à l'issue d'une campagne dynamique à laquelle le comité NPA 19<sup>e</sup> a pris toute sa part, et Danièle Obono, députée du 18<sup>e</sup>, dont une partie de la circonscription est située dans notre arrondissement.

**Élus, acteurs des luttes et dirigeants syndicaux**

Le meeting a été introduit par Léa Filoche, coordinatrice de Génération.set adjointe à la solidarité à la mairie de Paris. Les interventions politiques ont eu lieu en alternance avec celles des acteurs des luttes et de représentantEs syndicaux dont celle des parents d'élèves mobilisés contre les fermetures de classe qui touchent particulièrement le nord-est parisien, la CGT Propreté de Paris, le syndicat FO de la CRAMIF dont le siège est dans le 19<sup>e</sup>, la FSU. Ont également pris la parole des élus du 19<sup>e</sup> du PCF, des Verts, le POI et le sénateur et ancien dirigeant de la Ligue ouvrière révolutionnaire David Assouline pour le PS, ce qui est assez ironique quand on connaît son positionnement très hostile vis-à-vis de la Nupes.

Au final, un succès organisationnel et politique, malgré les délais très courts et la mobilisation qui nous occupe touTEs. Un meeting qui a permis au NPA d'exprimer sa ligne

politique unitaire et radicale, comme l'a exprimé Olivier : « Il faut pousser la mobilisation pour obtenir un rapport de forces qui soit supérieur à celui du pouvoir actuel. C'est possible !

Car depuis quelques jours, il y a des problèmes en haut de la société, au pouvoir, chez eux. Chez nous, de notre côté, on a repris de la confiance. »  
**Le comité NPA 19<sup>e</sup>**

**Réunion publique****Le 16 mars à Poitiers, le 49.3 a mis le feu**

À 17 h 30, plus de 1000 personnes se sont rassemblées devant la mairie puis sont parties en manifestation. Vers la Porte de Paris, un nœud de circulation de la ville, un blocage a eu lieu. Cela a paralysé toute la ville. Des feux de poubelles ont commencé.

**Poutou auprès de salariéEs d'un Ehpad**

Dans le même temps, Philippe et quelques camarades rencontraient les résidentEs et les salariéEs de la résidence autonomie Édith-Augustin et de la crèche familiale menacées de fermeture par la municipalité EÉLV-PCF-Génération.s. L'accueil fut excellent : entre les personnes âgées et les cgtistes, la mayonnaise a pris : lorsque nous sommes partis, il y avait un début de chorale pour apprendre... *L'Internationale!*

**Énergie de la manifestation**

À 20 h, le meeting commençait à la salle Jean-Pierre-Timbaud (un autre résistant, tout comme Édith Augustin qui fut fusillée par les nazis). Une salle pleine à craquer, où au moins

Dès le matin du 16 mars, notre camarade Philippe Poutou était sur France Bleu Poitou. Le 49.3 n'avait pas encore été annoncé. Et il faut dire que son utilisation, comme partout en France, a relancé la mobilisation qui était déjà bien forte!



NPA

200 personnes sont venues avec toute l'énergie de la manifestation qui se terminait tout juste! Maryse du NPA Poitiers a su capter cette énergie pour faire chanter, applaudir, tout en présentant les invitéEs venus défendre des luttes diverses mais liées : une camarade de RESF contre la loi Darmanin, deux camarades du collectif Bassines, non merci ! contre l'agriculture productiviste, les

syndicalistes de la mairie de Poitiers en lutte contre la casse des services publics, et bien sûr Philippe Poutou. On le dit partout mais à Poitiers on l'a bien senti : l'utilisation du 49.3 peut représenter une faute politique pour le gouvernement. La jeunesse, très présente dans la salle, était déterminée! Et si les jeunes mettaient le feu à la plaine?

**Alexandre Raquet**

**Agenda**

**Jeudi 23 mars, Rencontres de La Brèche avec Joseph Daher, Paris 12<sup>e</sup>.** Autour de *Syrie, le martyr d'une révolution*, aux Éditions Syllepse, à 19 h à La Brèche, 27 rue Taine.

**Mercredi 29 mars, réunion publique unitaire sur les retraites avec Christine Poupin, Rouen.** À 18 h 30, à la Maison de quartier La Rotonde, 200, rue Albert-Dupuis.

**Mardi 4 avril, meeting du NPA avec Olivier Besancenot, Strasbourg.** À 19 h, au FEC, 17, place Saint-Étienne.

**Mardi 11 avril, projection-débat du film *Il nous reste la colère* en présence de Philippe Poutou, Saint-Denis de la Réunion.** À 17 h 30, au ciné Lacaze. Tarif unique 8 euros.

**Samedi 15 avril, fête anticapitaliste avec Olivier Besancenot, Rennes.** De 15 h à 21 h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro H. Fréville. À 15 h : Rencontre/débat sur la question des luttes et de la grève féministes avec Aurore Kœchlin, militante féministe et autrice de *La révolution féministe*. À 18 h : Meeting en présence d'Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, et de plusieurs invitéEs.



Série

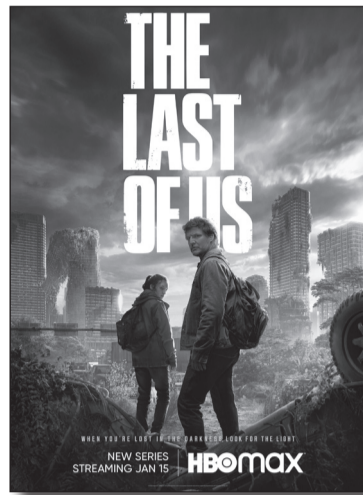
Un scientifique installé tranquillement dans un fauteuil débat et théorise, à la manière d'un prédicateur. Il annonce qu'une pandémie mondiale pourrait arriver. Alors que le capitalisme bat son plein, le climat, lui, se dérègle et les températures augmentent. Provocateur mais maîtrisant son sujet, il l'affirme : avec les modifications climatiques, des parasites, notamment les champignons appelés Cordyceps, pourraient s'habituer au corps humain, en prendre le contrôle, et par la même occasion prendre la tête de la chaîne alimentaire... Il ne croyait pas si bien dire. C'est ainsi que commence la série *The Last of Us* (Les derniers d'entre nous), créée par Neil Druckmann et Craig Mazin, dont la saison 1 est sortie sur HBO en ce début d'année 2023. Largement inspirée du jeu vidéo du même nom (qui a extrêmement bien marché), nous sommes ainsi transportés aux États-Unis, dans un monde où la plupart des humains ont disparu et où survivent quelques communautés et individus isolés.

**Road trip**  
En immersion au moment où la pandémie débute, afin de planter le décor sur un des principaux personnages, le spectateur est très vite embarqué dans le monde d'après et voyage sur une terre post-apocalyptique avec Joel et Ellie, extrêmement bien incarnés par Pedro Pascal et Bella Ramsey. Chacun des deux personnages a vécu des moments très difficiles : l'un a perdu sa fille, tuée par l'armée au moment du chaos ; l'autre est orpheline, sa mère étant décédée le jour de sa naissance. Tous les deux se retrouvent face à

**The Last of Us, de Neil Druckmann et Craig Mazin**

Série canado-étatsunienne, sortie en France le 16 janvier 2023, HBO.

un monde qui, d'une certaine façon, est fait pour eux. Du moins fait-il ressortir leur personnalité. D'abord bloqués à Boston dans l'administration de la FEDRA, espèce de dictature militaire, vestige de l'ancien État, jugée fasciste par la jeune Ellie, les deux protagonistes vont se rencontrer. Joel est alors accompagné de Tess avec qui il vit. Ils cherchent tous les deux à rejoindre le Wyoming, où vit le frère de Joel qui ne donne plus de nouvelles. Pour cela ils ont besoin d'une batterie et font affaire avec un voyou. Celui-ci les dupe. En le recherchant, ils tombent sur les Lucioles, groupe de résistantEs, qui tiennent Ellie en captivité. Celle-ci est en effet précieuse : elle est immunisée contre le Cordyceps qui décime toute la population. Alors que la FEDRA les traque, les Lucioles doivent partir en urgence. C'est pourquoi Joel et Tess se voient confier la tâche suivante : emmener Ellie à Washington, auprès d'un groupe de Lucioles. En échange, ils auront une voiture... C'est à partir d'ici que commence le long voyage des protagonistes. Après Washington, le Wyoming, Salt Lake City, les paysages magnifiques s'enchaînent. Les personnages particulièrement complexes aussi. Face à un monde qui s'écroule, plusieurs formes politiques voient le jour. Le fascisme avec la militarisation et le contrôle à tout-va. Le survivalisme, parfaitement incarné par un couple replié dans une maison au sein d'un village fantôme. Le



communisme, avec un village autogéré, où chacun vit selon ses besoins et contribue selon ses moyens (où vit le frère de Joel). La résistance (les Lucioles), dont l'objectif est de sauver le monde en trouvant un remède, et en étant prête pour cela à utiliser tous les moyens. Cependant, de nombreux individus optent pour la solitude ou pour des petites bandes qui survivent en chassant ou en pillant. Ils croisent une secte, plus ou moins évangélique, qui décide pour continuer à vivre, de passer au cannibalisme...

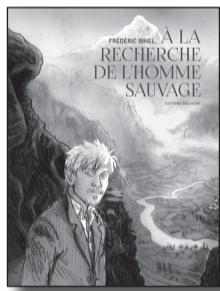
**L'humain au cœur : le « je » et le « nous »**  
Disons-le, cette série est vraiment réussie. Les acteurs sont excellents, et la complexité des personnages nous oblige à sortir des schémas préconçus. La lenteur du début s'avère

une force : on prend le temps de comprendre, de cerner les individus, les coups bas, les intentions, les émotions... Si la violence est toujours très présente au fil des épisodes, la tendresse est elle aussi au rendez-vous. Et de multiples questions politiques se posent alors : dans ce genre de situation où tout s'écroule et où le danger menace en permanence, que faire ? Restreindre les libertés pour se protéger ? Se mettre à l'écart pour survivre ? Construire une communauté à part ? Essayer de sauver tout le monde ? Mais aussi, des questions plus intimes : quelle place pour le sacrifice ? La fin justifie-t-elle les moyens ? Peut-on décider de tuer les gens que l'on aime pour sauver le monde ? Peut-on tuer des dizaines de personnes pour se sauver soi-même ? Et l'amour dans tout ça : s'il est une preuve d'attachement à l'autre, il peut aussi pousser à des formes d'égoïsmes vis-à-vis de milliers d'autres personnes ? *The Last of Us* pose toutes ces questions sans avoir la prétention d'y répondre. C'est une série qui met l'humain au cœur : l'humain au sens de sa globalité, c'est-à-dire l'humanité, et l'humain au sens de l'intimité. Un problème vieux comme le monde, puisque toute la complexité pour les révolutionnaires est justement de combiner le « je » et le « nous », pour parvenir à l'idée que le libre épanouissement de chacun ne doit pas entraver le libre épanouissement des autres, mais au contraire le développer.  
**Alexandre Raguet**

**Roman graphique**  
**À la recherche de l'homme sauvage, de Frédéric Bihel**

Éditions Delcourt, 2023, 128 pages, 24,95 euros.

Paris, place Gambetta, 1960, Augustin a 8 ans. Il a perdu son père et se passionne pour l'archéologie et la grande aventure quand paraît *Tintin au Tibet*. Alors, toutes les nuits, il rêve et rencontre « l'homme ombre » et le dessine. Sa mère et son instituteur s'en inquiètent mais on ne peut pas lutter contre les rêves. 1974, Augustin devenu adulte se consacre à la recherche au sein d'un laboratoire de paléontologie à Paris. Pour lui, les fossiles qu'il étudie ne sont pas que des bouts d'os changés en pierre ! Quelque part, il le sait, un homme sauvage a survécu qui vit et respire le même air que lui à la frontière du Pakistan et de l'Inde dans les massifs encore non explorés de l'Himalaya, plus précisément dans le district de Tchattril<sup>1</sup>, comme l'a prouvé l'expédition russe de 1955.



jeune berger himalayen qui, peut-être, a vu « l'homme sauvage » et pourra le conduire au-delà des rêves.  
**Sur la piste de Fawcett dans l'Himalaya**  
Bihel nous offre une histoire teintée de mystère et d'archéologie. À la recherche de l'homme sauvage peut être comparé aux meilleurs récits de voyage. La quête archéologique d'Augustin peut s'apparenter aux recherches de certains des plus grands explorateurs maudits tel Percy Fawcett et sa passion malade pour la cité perdue d'El Dorado. Un vrai explorateur se perd d'abord dans ses rêves et cauchemars d'enfant avant de se perdre tout court. Dans ce roman graphique aux panoramas vertigineux, nous pouvons rêver, nous perdre dans nos obsessions, que l'homme sauvage existe ou non. Chaque case au crayonné superbe est une invitation au voyage dans la tradition des Kipling, Verne et Hergé. D'ailleurs Augus...Tin.  
**Sylvain Chardon**  
1 - Chaîne de l'Himalaya dont la localisation géographique exacte est évidemment gardée secrète par le chroniqueur !

**Néandertal a survécu aux confins du Pakistan**  
Il doit trouver l'homme sauvage, que les scientifiques et même l'amour de sa vie le veuillent ou non. Il part dans l'Himalaya et rencontre, aux confins du Pakistan, un vieil aviateur surnommé « capitaine » dont l'avion s'est écrasé il y a longtemps déjà. Baroudeur barbu, adepte du whisky et de la pipe, il sait comment franchir l'ultime frontière. Augustin adopte un chien dont le nom signifie « mi-loup » et part en compagnie d'un énigmatique

**Essai**  
**3 Une aspiration au dehors, de Geoffroy de Lagasnerie**

Éditions Flammarion, 2023, 202 pages, 21 euros.

« À l'heure où les existences et les aspirations semblent terriblement normalisées, ce livre voudrait fonctionner comme une sorte de manuel d'existence — un manuel de vie anti-institutionnelle qui chercherait à donner un sens concret à l'aspiration utopique à une vie autre. »  
Ils sont 3 : Édouard Louis (*En finir avec Eddy Bellegueule*), Didier Eribon (*Retour à Reims*) et l'auteur, Geoffroy de Lagasnerie. Peu à peu, après s'être rencontrés et avoir instauré un singulier système de relation à trois, les trois en question en viennent à établir l'amitié comme un mode de vie. Il ne s'agit pas ici de concéder à l'amitié l'espace résiduel qui n'est pas occupé par les relations sociales dominantes : le travail, la famille. Il s'agit au contraire de concevoir un mode de vie explicitement en rupture avec les structures normatives de la famille. Le « familialomatinalisme » étant ce qui nous enferme et nous opprime, l'amitié est à l'opposé, ce qui permet de se projeter vers le dehors, un « dehors des formes normatives de la vie en société ».  
**Une éthique de la disponibilité**  
À l'inverse des cadres institutionnels de la

famille qui fonctionnent comme des « donnés » hérités, intangibles, qui encadrent la vie de l'individu au sein d'un système établi et reconnu, adopter l'amitié comme un mode de vie suppose, selon l'auteur, une invention permanente et la volonté consciente de créer ensemble un système original. Puisque ce n'est pas une institution sociale dominante, puisque cela ne va pas de soi, l'amitié comme mode de vie ne peut durer que si ses protagonistes la rendent possible, notamment en veillant, en permanence, à se rendre disponibles aux autres.

**La vie à écrire**  
L'auteur souligne longuement la place de l'écriture dans ce processus. En effet, les trois écrivent. Leur vie même est centrée sur l'écriture. L'écriture apparaît alors à la fois comme ce qui rend possible cette singulière relation à trois et comme ce qui est rendu possible par elle. De la même façon que l'amitié permet de s'émanciper de la famille, l'amitié comme mode de vie, avec tout le système des échanges qu'elle permet, est ici présentée comme une possible alternative aux structures sociales normatives de la reconnaissance de l'écrivain et de son œuvre.  
**Claude Moro**



Littérature

**Héctor, de Léo Henry**

Éditions Rivages, 2023, 208 pages, 19,50 euros.

Héctor, c'est Héctor Germán Oesterheld, un scénariste de bande dessinée argentin presque inconnu en France. On connaît néanmoins certains titres qu'il scénarisa pour Hugo Pratt à ses débuts, comme « Sergent Kirk ». Son œuvre la plus connue — culte est l'adjectif qui s'impose — est un feuilleton de science-fiction, *l'Éternaute*. Dessinée par Francisco Solano López, publiée de 1957 à 1959 et disponible en français chez Vertige Comics, c'est l'histoire d'un groupe d'amis survivant à une neige mortelle tombant sur Buenos Aires et confrontés à l'invasion des extraterrestres l'ayant déclenchée. Elle est disponible en français chez Rackham avec un scénario repris et au contenu politique plus affirmé.



**Victime de la dictature argentine**  
À la suite de ses quatre filles, Oesterheld était devenu un militant de la gauche péronniste, un Montoneros. Il disparut en 1977, assassiné comme ses enfants dans un centre de détention clandestin de la dictature. « L'Éternaute comme *Invasión* semblent des rêves prémonitoires à ce récit impossible, des histoires de monstres et de fantômes, des contes fantastiques, seuls à même d'esquisser l'atroce réalité de ce qui s'est produit. » Léo Henry lie la bande dessinée à *Invasión*, film de Hugo Santiago au scénario duquel on trouve Borges et Bioy Casares. Comme il lie Aquilea, la ville d'*Invasión*, à ce qui arriva aux Oesterheld. De villes réelles ou fictives, il est beaucoup question car son livre est aussi une description d'un Buenos Aires, ce qui n'est pas très étonnant de la part d'un des membres du collectif (avec en particulier Jacques Mucchielli) qui a exploré la ville (imaginée) de Yirminadingrad dans quatre recueils de nouvelles. Vous pourrez commencer par *Yama Loka Terminus* aux éditions Dystopia.

**« Tout, en Argentine, est une fiction »**  
« Ce livre est une tentative de regarder ce qui s'est joué en ce temps et en ce lieu, à la rencontre du réel, du rêve et du récit. » C'est à travers des descriptions, des nouvelles fantastiques situées à Aquilea, des notes de documentation, la réécriture d'un centre de torture clandestin en Bibliothèque de Babel<sup>1</sup>, de scènes de vie presque réelles des Oesterheld, de monologues du personnage de *l'Éternaute* ou de projets rêvés d'un scénario sur le général San Martín, réputé avoir été imposé à Oesterheld pendant sa disparition, que Léo Henry donne son esquisse de l'atroce réalité de la dictature. « *Tout, en Argentine, est une fiction* » déclare une amie à Léo Henry avant qu'il ne commence ses recherches sur place. La littérature est présente tout au long du livre. Par les écrivains, Borges évidemment mais également des auteurs argentins contemporains, comme Guillermo Saccomanno, la plupart étant publiés aux éditions Asphalte. Mais surtout par le langage, à commencer par ce mot de « disparu » décrivant les victimes de la dictature. C'est un livre excellent car Léo Henry est un grand écrivain. Un livre juste, par ce mélange de fiction et de réel. Un livre important pour nous, ne serait-ce que parce que les victimaires, les assassins, ont été formés à l'école française.  
**Benjamin Mussat**

1 - Selon le titre de la nouvelle de Jorge Luis Borges.

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris - Tél. : 01 49 28 52 44  
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h



# DROIT AU LOGEMENT « Le logement cher rapporte aux spéculateurs, à l'État et aux collectivités territoriales »



**Entretien.** À quelques jours de la fin de la trêve hivernale (des expulsions), et du deuxième passage de la loi Kasbarian qui criminalise les locataires pauvres, **Jean-Baptiste Eyraud**, porte-parole de l'association Droit au logement, revient sur toutes les résistances à construire contre la spéculation immobilière.

**Tu viens avec la Coalition européenne d'actions pour le droit au logement et à la ville de manifester devant le Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM), quels en étaient les enjeux ?**

Tous les ans à la mi-mars depuis 1990, les milieux de l'immobilier, promoteurs, investisseurs et collectivités publiques viennent du monde entier, surtout d'Europe, pour organiser la spéculation immobilière dans les grandes agglomérations et les secteurs touristiques<sup>1</sup>. Les élus viennent vendre leur « grands projets » d'urbanisme qui sont en réalité des programmes d'épuration sociale des quartiers populaires. C'est ainsi que le foncier public, notre bien commun, est privatisé pour faire de l'argent, alimentant la spéculation foncière et immobilière, et surtout la cherté du logement, cause première de la crise du logement. C'est pourquoi nous avons décidé d'interpeller les maires dans différentes villes d'Europe, et de nous rendre à quelques-uns devant le MIPIM pour dénoncer cette fabrique mondiale de la spéculation et de la crise du logement, produite par l'alliance entre les élus de tous bords qui trahissent l'intérêt commun, les promoteurs prédateurs et les grands groupes financiers qui gèrent l'argent des riches.

Nous avons été accueillis par un arrêté préfectoral d'interdiction de manifester aux abords de cette foire qui rassemble près de 30 000 participants, signe qu'on les dérange. Eh bien nous y retournerons l'an prochain, cette fois plus nombreux et bien décidés à interpeller et mettre à l'index ce petit monde qui exploite à outrance le besoin humain essentiel d'être logé décentement.

**Peux-tu (re)donner quelques éléments sur la réalité du mal-logement en France ?**

Nous connaissons depuis un demi-siècle en France une aggravation constante de la crise du logement. Celle-ci prend sa source dans la dérégulation progressive des rapports locatifs engagée dans les années 1970 qui a entraîné une hausse progressive — spectaculaire ces dernières années — des prix immobiliers, fonciers et locatifs. Elle s'est renforcée avec la délégation des politiques d'urbanisme aux collectivités territoriales via la loi de décentralisation. Notre pays compte désormais entre 350 000 et 400 000 sans-abris, bien que le droit à un hébergement jusqu'au relogement soit inscrit dans la loi. Il est évidemment bafoué, comme tous les droits acquis ces 30 dernières années, fruits des luttes des mal-logés. Il en est de même pour la loi DALO — Droit au logement opposable — et les nombreuses lois qui fixent les rapports locatifs telles que l'encadrement des loyers, le gel des loyers à la relocation, les normes de décence... En effet, la fraude est massive dans le secteur locatif privé qui loge plus d'un ménage sur cinq, mais il n'y a pas de contrôle. Les sanctions sont difficiles à activer,

car dans la plupart des cas c'est au locataire de saisir le juge, alors qu'il faudrait un service public de contrôle, habilité à sanctionner les bailleurs fraudeurs. En effet, il faut une bonne dose de courage pour assigner son bailleur au tribunal. Mais la crise ne s'arrête pas là : les demandeurs de HLM sont 2,2 millions, alors que l'on construit de moins en moins de logements sociaux à bas loyers. Le logement est un poste de dépense toujours plus élevé dans le budget des ménages, contraignant les locataires les moins riches à faire appel à la solidarité alimentaire et aboutissant à une augmentation sans fin des expulsions locatives. D'autre part, 3,1 millions de logements sont vacants selon l'INSEE sans que l'État ne conduise la moindre politique pour les mobiliser, à commencer par la réquisition. Dans ce contexte de crise grave du logement, le gouvernement pousse à la démolition de logements sociaux pour gentrifier les quartiers populaires et soutient les grands projets urbains. Le logement cher rapporte non seulement aux spéculateurs mais aussi à l'État et aux collectivités territoriales.

**Quel est l'impact de l'inflation sur le prix des loyers ?**

Le gouvernement a été contraint cette année de limiter la hausse des loyers à 3%, mais la quittance a augmenté au-delà de 3%, car les charges tirées par les prix de l'énergie n'ont pas été encadrées. L'inflation sur l'énergie et la santé ont amputé lourdement le pouvoir d'achat des locataires, voire des primo-accédants à la propriété modestes.

**La loi Kasbarian vient d'être votée au Sénat...**

Cette proposition de loi vient criminaliser les occupants sans titres de locaux d'habitation ou à usage économique vacants, les condamnant à 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende, alors que le nombre de logements et de locaux vacants est en hausse constante. De plus l'expulsion administrative, c'est-à-dire sans passer par le juge et en 48 heures, est étendue à l'occupation de logements vacants. Cette loi, déjà adoptée en première lecture à l'Assemblée puis au Sénat, vise aussi les salariés qui occupent leur lieu de travail ou le parking de l'entreprise sur lequel ils organisent un piquet de grève. L'alliance de Renaissance avec LR et le RN criminalise les locataires qui se maintiennent dans leur logement à l'expiration des délais de la procédure judiciaire, les condamnant à 7 500 euros d'amende. Elle réduit considérablement les délais et les procédures. L'objectif est clair : expulser les locataires en difficulté beaucoup plus rapidement, voire les contraindre à « s'auto-expulser », afin de rassurer les investisseurs. Il s'agit de démanteler le peu de protection dont bénéficient encore les locataires, jugée encore trop excessive par les gestionnaires du capital représentés par Kasbarian.

Cette loi est le fruit d'une campagne antisquats et antilocataires lancée sur les réseaux sociaux et les médias libéraux par les milieux immobiliers avec mensonges ou situations exceptionnelles montées en épingle, telles que ce locataire parti aux Bahamas plutôt que de régler son loyer ou ce jeune couple qui, selon le Parisien, découvre que la maison qu'il vient d'acheter est occupée par une famille avec enfants (ce couple a obtenu une ristourne de 30% sur le prix de la maison car elle était occupée). C'est pourquoi nous appelons à manifester à partir de 12h, le 29 mars à proximité de l'Assemblée, car cette loi brutale sera examinée à nouveau par les députés.

**À quelques jours de la fin de la trêve hivernale, quels risques sont pour les locataires ?**

À partir du 1<sup>er</sup> avril, les expulsions pourront reprendre, et il faut s'attendre à des mises à la rue en grand nombre, dans un contexte de saturation des dispositifs d'hébergement, dont beaucoup vont fermer à cette période. Il faut donc s'organiser dans les quartiers, faire connaître les menaces d'expulsion, construire des mobilisations locales, interdire les expulsions et privilégier le relogement. Les coupures d'énergie vont aussi reprendre. Il faut résister d'autant plus que la hausse des prix de l'énergie a forcé un impact sur les ménages pauvres soumis à des loyers chers, des baisses d'APL, des hausses de charges : c'est la triple peine ! Pour ces raisons et pour le retrait de la proposition de loi Kasbarian, nous manifestons le 1<sup>er</sup> avril dans de nombreuses villes en Europe et en France. À Paris c'est à 15h à Bastille.

**Avec la crise de l'immobilier de bureau, comment les agents du secteur envisagent de restaurer leurs profits ?**

Le milieu immobilier se tourne désormais vers le logement. Ce n'est pas un hasard si une des conférences du MIPIM s'intitulait : « Crise du logement : nouvelle donne et nouvelles opportunités pour les investisseurs ? » Tout est dit : vive la crise du logement ! Ça fait monter les prix et les loyers, donc la rentabilité de l'investissement, et permet de développer des pratiques à la marge de la légalité. Au passage, cela fait rentrer des recettes fiscales historiques dans les caisses de l'État et des communes. C'est là que réside une des principales causes de cette crise. 88 milliards de recettes fiscales en 2021 tirées du logement cher, jamais autant. Contre 37 milliards de dépenses, jamais aussi peu.

**Peux-tu donner quelques éclairages sur les aspects internationaux de la question du logement ?**

Toute la planète est soumise à la spéculation immobilière et foncière, à mesure que la population augmente et que l'exploitation du besoin essentiel de se loger devient un eldorado, source de profits inépuisables. L'Europe n'est évidemment pas épargnée, et l'Europe de l'Est est un des terrains de jeux des spéculateurs. À propos du séisme en Turquie et en Syrie qui a fait de très nombreuses victimes, rappelons que la construction est de mauvaise qualité et se rapproche d'une forme d'obsolescence programmée. C'est la même chose dans de nombreux pays. Des mobilisations et des résistances commencent à émerger. Je suis convaincu que des luttes importantes vont jaillir ces prochaines années : un toit c'est un droit !

**Propos recueillis par Robert Pelletier**

1 - Antoine Guironnet, *Au marché des métropoles. Enquête sur le pouvoir urbain de la finance*, Éditions Les Étaques, 2022, 208 pages.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### AMAZON LIMOGES 9 000 SALARIÉ·E·S SUPPLÉMENTAIRES.

L'hécatombe continue chez Amazon : Andy Jassy, PDG de la multinationale depuis juillet 2021, annonce le 20 mars la suppression de 9 000 postes en plus des 18 000 licenciements annoncés en janvier 2023, dans un message adressé à ses collaborateurs sur le site de l'entreprise. Cela porte à 27 000 le nombre total de collaborateurs limogés. Les personnes concernées, dont certaines sont installées en Europe, seront informées de leur mise à pied entre le 15 et le 30 avril.

Ces départs concerneront principalement le département publicitaire d'Amazon, sa branche cloud AWS, mais également son équipe RH (baptisée PXT dans le jargon amazonien) et sa plateforme vidéo dédiée au gaming Twitch. [...] La fin du boom des ventes en ligne lié au Covid et la vague inflationniste pèsent sur les résultats du groupe, qui a enregistré en 2022 sa première perte nette depuis... 8 ans. [...] Pour savoir quels salariés devaient être écartés de l'entreprise, chaque division a effectué un bilan de son activité. Les équipes publicitaires, de AWS et autre Twitch n'avaient pas encore fini d'évaluer leurs résultats en janvier au moment de la précédente annonce, d'où ce nouvel épisode de coupe, justifie le dirigeant, qui a en parallèle décidé d'enterrer plus de 40 projets d'entrepôts et de fermer certaines de ses supérettes automatisées Amazon Go pour alléger ses coûts.

En valeur absolue, le nombre total de licenciements est très important, mais rapporté au total des colossaux effectifs que compte le groupe (1,54 million de salariés fin 2022), il reste plus faible que celui d'autres entreprises de la tech qui ont également licencié. 1,7% des troupes d'Amazon ont été remerciées depuis 2022, contre plus de 50% chez Twitter, 20% chez Snapchat et autour de 10% chez Shopify ou Salesforce.

Lélia de Matharel, lsa-conso.fr, 21 mars.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	6 mois <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.lanticapitaliste.org